

Émile Jalley  
124 avenue Saint-Exupéry, 92160 Antony  
01 43 50 84 80 ; 06 74 01 21 65  
[http:// www.editions-harmattan.fr](http://www.editions-harmattan.fr)  
[emile.jalley@wanadoo.fr](mailto:emile.jalley@wanadoo.fr)  
Mai 2015

**École Le Massacre des innocents**  
**Réponse et commentaires sur les dossiers de Marianne touchant**  
**« la réforme stupide du collège ; le mépris des savoirs ; la fin de**  
**l'élitisme républicain ; un système de plus en plus inégalitaire », et**  
**suiuivants (n° 941, du 1<sup>er</sup> au 7 mai, 10-23, 942 du 8 au 14 mai, 43, 70-**  
**71, et 943 du 15 au 21 mai 2015, 46-51).**

Le chapeau de présentation du dossier du n° 941 se présente en ces termes : « Dans une novlangue qui nous fait perdre notre latin, le projet de réforme du collège achève l'entreprise de démolition de l'école républicaine entamée depuis des décennies. Premières victimes : les enfants, grands oubliés de cette réforme... » (Éric Decouty, Joseph Macé Scarron, 10).

Après les rythmes scolaires, puis la nouvelle carte de l'éducation prioritaire, « voici venu le troisième temps de la refonte de l'école engagée par la gauche : celle des programmes scolaires, des contenus qui seront mis en œuvre à la rentrée 2016 » (11).

La tâche en a été commandée au Conseil Supérieur des Programmes (CSP) par Vincent Peillon en 2013, et la copie du résultat remise à Najat Vallaud-Belkacem, la ministre de l'Éducation, la semaine dernière. En voici des échantillons.

L'histoire sera organisée par thèmes obligatoires ou facultatifs, trois grands thèmes par an, laissant aux enseignants une liberté considérable, notamment celle d'en prendre à leur aise avec la chronologie réelle des véritables séquences historiques.

Ce sera le self-service de l'histoire en morceaux. Ou alors c'est comme si un édit d'Ubu Roi préconisait que tous les enfants doivent apprendre à marcher normalement sur les mains, faute de quoi : « Qu'on leur coupe la tête » crie de son coin la Reine de cœur de l'« Alice » de Lewis Carroll.

En outre, à la poubelle l'enseignement du latin et du grec, de même que les classes bilingues européennes anglais-allemand. Stop.

Les critiques fusent de partout : Régis Debray, Pascal Bruckner, Luc Ferry (ex-adjutant pardon adjuvant de Sarkozy et qui ferait mieux de se taire), même Jean-Marc Ayrault, et Jacques Lang.

Toujours d'après Ubu Roi, il s'agira d'une école où il sera question de fabriquer un « homme moyen », pas plus, mais où en plus « les faibles seront laissés à l'écart ». Si leurs parents ne sont pas contents, qu'en plus de la tête, on leur coupe les mains et les pieds, crie encore la Reine de cœur.

Venue des rivages lointains de la droite comme de la gauche se donnant la main, voici donc la réforme sans forme, « échouée sur le rivage, corps gélatineux et informe, comme ces monstres marins de abysses. » Elle a tout pour plaire : ignorance généralisée, mépris et refus du savoir, « volonté sournoise d'introduire à tous les échelons un néolibéralisme rampant ».

Suivent des interventions de Jacques Julliard, Laurent Nunez, Catherine Kintzler, Régis Debray, Luc Ferry, Danièle Sallenave, Alain Bentolila, Augustin d'Humières, Marc Endeweld. Comme elles sont toutes à des degrés divers intéressantes, je les examine l'une après l'autre en y ajoutant à l'occasion des commentaires.

À ce propos et comme j'ai déjà eu l'occasion de le faire, je regrette que les journalistes d'un grand hebdomadaire d'opposition, ne soient pas accessibles directement par leur e-mail au public, et qu'on ne puisse les atteindre que par le biais d'un tri opéré par le courrier des lecteurs. Il y a là comme une manière élitiste de se tenir à distance de l'interlocuteur que l'on ne devrait pas avoir à reprocher à ceux qui ont choisi un pareil métier, et qui ne favorise pas le débat politique dont ils se présentent comme si responsables.

L'éditorial de Jacques Julliard sur « L'école et la république » commence par l'évocation du concept flou d'« identité nationale » (12). Ce concept d'« identité » est l'un des plus difficiles de l'histoire de la philosophie, avec d'ailleurs celui de « genre », et dont il faut déplorer le galvaudage dans le débat français, qui n'en raffole pas moins tout en les pervertissant.

Chez le plus génial des philosophes, Hegel, l'identité n'a de sens que par l'intégration articulée et dépassée des différences, ce qui n'est pas simple. Même chose à propos de la « particularité » du genre. Laissons cela.

Lisons plutôt : « La réforme proposée recèle, sous de lénifiants néologismes, des coupes claires, dans ce qui constitue pourtant l'essence même de la culture (et de l'identité) française. »

À ce propos, les travaux de Thomas Piketty, auquel je viens de consacrer un double volume (L'Harmattan, 2014) ont mis en évidence plusieurs faits majeurs.

Tout d'abord, la division de la société française en deux grandes catégories : celle d'une France d'en bas, qui ne possède rien (5 % du patrimoine) que sa force de travail à vendre au jour le jour, et celle d'une France d'en haut, possédant le reste du patrimoine (95 %), mais réparti de façon très inégale, avec 24 % réservés à 1 % de privilégiés (30 000 € de revenu mensuel, 11 % du revenu total).

Le problème, dans cette configuration est celui des classes moyennes médianes (40 %) avec une part de 34 % du patrimoine et un revenu mensuel de 3 000 € (42 % du revenu total). Ces classes refusent de s'assimiler mentalement à celle des moins favorisés, elles exigent une part plus grande du patrimoine total et elles escomptent y parvenir par le fameux ascenseur social. Ces classes ont pour représentant naturel depuis toujours la SFIO, puis les « socialistes ». Elles veulent « du » changement, mais pas « le » changement (c'est maintenant...).

Thomas Piketty pense que la clef du changement, c'est un impôt sur le capital, qui représente 6 fois le PIB, et dont l'imposition actuelle n'atteint pas 1 %.

Dans cette configuration, le chômage n'est pas non plus un accident, une simple panne de carburateur, il est une structure essentielle, le moteur même de la voiture : il appauvrit encore davantage la France d'en bas, mais pour permettre à celle d'en haut, de tout en haut (1/000 : 30 000 personnes ; 1/10 000 : 3 000 personnes) de s'enrichir encore davantage. Les deux courbes présentant le même profil ascendant, corrélé au profil descendant de la désindustrialisation (Jalley : *Thomas Piketty 2*, pp. 260-261).

T. Piketty montre aussi qu'un faible taux de croissance (1 %) n'empêche pas le capital de se tailler sa part, et même encore plus grosse (c'est le fameux  $r > g$ ), et que, le revenu moyen du capital étant de 5 %, il est beaucoup moins rentable de consacrer celui-ci à l'investissement industriel qu'à la spéculation boursière. Alors qu'on leur accorde des subventions, les émigrés de Coblenz, pardon ! des paradis fiscaux, iront en jouer le montant à la Bourse.

Il est évident à partir de là, à suivre Piketty, qu'une réforme fiscale sérieuse, en pompant l'excès du capital financier dont la propension spéculative provoque, de proche en proche, la crise de tout le système industriel, serait l'un des leviers principaux permettant d'agir sur le chômage de masse, au lieu de l'attente hypocrite d'une improbable reprise.

Ce n'est qu'une fois ce tableau tracé que peuvent prendre sens les propos de Julliard sur de « lénifiants néologismes » : « il y a d'abord une question de langage... Le charabia du ministère ne sert qu'à camoufler le naufrage actuel de l'école derrière un pédagogisme fait de prétention et de cuistrerie. »

« Camoufler le naufrage actuel ? » Certes, mais on camoufle également autre chose. La rhétorique moliéresque en question dissimule aussi une intention profonde visée par la démolition progressive du système depuis plusieurs décennies (exactement depuis 1968 qui a fait si peur à la caste dirigeante) : il s'agit d'instruire les enfants, et de former leurs maîtres en conséquence, tout juste assez pour en faire des opérateurs dociles de l'ordre existant : dirigeants/cadres secondaires/exécutants, et surtout pour leur faire accepter cette division entre la France d'en haut et la France d'en bas, et en plus bien entendu la contrainte incontournable de ce chômage de masse, qui est la condition de la prospérité de ceux de tout en haut, mais pas du tout un accident dû à la crise mondiale... Deus ex machina et « asile de l'ignorance » (Spinoza).

Chez Molière, il y a certes le langage abracadabrant des deux docteurs Diafoirus, mais il y aussi d'autres formes d'un discours beaucoup plus « froid » : sur le mensonge social (Tartuffe, Don Juan), sur la corruption du pouvoir médical (Monsieur Purgon), sur la vénalité de la justice (Scapin).

\*

J'en viens au « pédagogisme », aux « pédagogocrates », à leur « cuistrerie » ?

Cuistrerie ? Ce sont plutôt des ignorants, et des imposteurs. Mais d'où viennent-ils ?

Pour une part, ce sont des enseignants qui ont pris la tangente à l'égard d'une pratique enseignante où ils réussissaient mal, et qui ont gagné par recrutement parallèle la voie de la bureaucratie académique, puis des directions ministérielles de l'Éducation nationale. Ils sont rejoints par le haut par des Sciences-Po qui ont raté l'ENA ou l'ENM. Genre de sangsues très remuantes par les temps qui courent.

Il y a aussi un certain pontificat universitaire, genre Meyrieu, spécialistes des sciences de l'éducation, mais qui ne connaissent pas un traître mot des grands psychologues Freud, Wallon, Piaget.

De ce point de vue, il faut savoir que, s'il a toujours existé en Allemagne une « psychologie pédagogique » authentique, il n'y a eu en France qu'Henri Wallon (1879-1962) à illustrer ce champ d'une

importance essentielle, et que depuis sa disparition en 1962, plus rien n'a jamais existé de ce genre.

Le philosophe Gilbert Simondon (1924-1989) s'est montré aussi, dans un certain nombre de propos très pertinents, d'un grand souci et d'une compétence très précise en matière de questions liées à l'éducation.

Henri Wallon a été et reste le plus grand psychologue français. Il a été l'auteur, en compagnie de Paul Langevin (1872-1946), un physicien français d'une grande notoriété, d'un Plan Langevin-Wallon de réforme de l'enseignement qui n'a même jamais été sérieusement lu par les autorités (1947). Wallon a été aussi le créateur, en compagnie de son disciple René Zazzo (1910-1995), d'une « psychologie scolaire », qui a été rognée progressivement jusqu'à s'évanouir dans le fantôme aujourd'hui méconnaissable des RASED. Telles sont les causes, parmi d'autres, de la crise généralisée de l'Éducation Nationale. Je parle même couramment de cancer généralisé de l'Éducation Nationale (Jalley : *Thomas Piketty 2*, chapitre 2, L'Harmattan 2015).

Depuis 1968, dans l'Université française, il existe une « psychologie » et des « sciences de l'éducation », qui ne se fréquentent à peu près pas. Les psychologues, de même que la très grande majorité des psychanalystes ne se sont jamais intéressés aux questions de l'éducation. Quant aux sciences de l'éducation, leur contact avec la psychologie du développement (Wallon, Piaget) et la psychanalyse est minimal, rudimentaire.

Tout récemment, 60 % de l'œuvre oubliée de Wallon a été republiée en 7 volumes (3200 pages) chez L'Harmattan par Émile Jalley et le Docteur Philippe Wallon, le petit-neveu d'Henri. On peut y trouver une centaine d'articles d'un intérêt majeur sur la psychologie de l'éducation, l'orientation scolaire et professionnelle, et la réforme de l'enseignement. On a dit beaucoup de sottises sur le caractère désuet, soi-disant démodé du Plan Langevin-Wallon. En réalité, il serait plus honnête et grand temps aussi d'y aller voir de plus près, notamment dans le volume 5 de la nouvelle édition dont on vient de parler : le texte du Plan Langevin-Wallon lui-même y est entouré d'un grand nombre d'articles de présentation pédagogique pour les publics d'enseignants de l'époque.

Wallon explique plusieurs choses qui sont encore d'un grand intérêt actuel.

Il parle du caractère très hétéroclite du système français de l'enseignement, dû à ce que plusieurs couches historiques s'y sont superposées en fonction de pressions sociales historiques successives : d'abord est apparu l'enseignement secondaire au début du XVIIe siècle,

puis l'enseignement primaire à partir de 1848 et prolongé à partir du début du XXe siècle d'un Cours complémentaire venant doubler pour les classes modestes de façon parasite le premier Cycle du Lycée bourgeois, avec l'achèvement par un BEPC (redevenu récemment le Brevet des Collèges). L'enseignement supérieur ne se développera réellement qu'à partir de la Troisième République. Par ailleurs, après la Première Guerre mondiale est apparu un secondaire moderne adapté à un nouveau style intellectuel de la formation bourgeoise. D'où l'aspect d'ensemble déjà dans les années 1950 d'une sorte de palais du Facteur Cheval.

Wallon parle aussi de l'impossibilité que va rencontrer d'après lui l'application du Plan Langevin-Wallon, du fait de la poursuite de la guerre, cette fois en Indochine. Effectivement, l'installation de la France dans un quart de siècle de guerres successives (1939-1962) va mobiliser un budget militaire énorme, qui sera détourné de celui nécessaire à la formation et à la rétribution des maîtres. La formation des maîtres est un processus délicat, étalé sur le long terme du haut en bas de l'échelle universitaire-secondaire et primaire, mobilisant plusieurs générations successives de relations maîtres-élèves, à partir du doctorat jusqu'à l'école maternelle, et dont les ratés comportent des répercussions néfastes irrattrapables, irréparables. On ne plus retisser les trous faits dans le tissu dix, vingt, trente ans auparavant.

Le nombre des reçus à l'agrégation de philosophie par exemple est demeuré le même aujourd'hui qu'il y a cinquante ans. Le nombre des admis à Normal Sup guère supérieur. L'après-68 a vu un effondrement du niveau des doctorats universitaires (d'après ce que j'en ai étudié en psychologie). Un inspecteur général de lettres tout à fait fiable m'a garanti un jour que le niveau moyen de certains paquets de copies d'agrégation est de 6/20.

Personne n'a d'idée claire sur la manière dont le nouveau concours des professeurs émoulus des ex-IUFM se raccorde avec les anciens titres du Capes et de l'agrégation.

Les enseignants français, du secondaire et du supérieur, à niveau de compétences égal, sont payés nettement moins que dans les autres pays européens développés (Suisse, Allemagne, Belgique, Angleterre), au moins 30 %, parfois 2 fois moins. C'est à ce niveau que devrait débiter le « respect » dont il va être question plus loin comme composante d'une nouvelle « religion civique » à inventer. Il est tout aussi vain de dauber dans ces conditions sur le caractère conservateur des syndicats « Snep-FSU » : ceux-ci défendent leurs serfs de façon compréhensible en opposant un front de taureau à tout ce qu'on leur demande.

Mais c'est encore davantage la bouteille à l'encre lorsqu'on aborde « le problème de contenu » (13). Avec par exemple la contradiction de coller ou de décoller le binôme classique « latin-grec » et le binôme « moderne » anglais-allemand.

À quoi bon déplorer « l'anglais de comptable » ? C'est une tare requise par toute l'américanisation, l'atlantisation, de la culture entière de la France : esthétique, littéraire, économique, sociale. Une autre des racines du mal est là aussi, contre laquelle on ne peut rien. Il est devenu impossible d'expliquer au public qui en est friand à quel point le discours d'une Judith Butler sur l'origine sociale du « genre » est limité, borné, primaire.

Pour ce qui est de l'allemand, il sera question plus loin, sous la plume de Julliard, de la relation approfondie avec l'Allemagne comme « avenir » raisonnable de la France. Mais, selon moi, dans les conditions actuelles de l'impérialisme financier à dominante anglo-saxonne, de quel « avenir » pourrait-il être question pour la France que de se faire la servante docile d'une Allemagne capitaliste, qui a en réalité « gagné » la deuxième guerre mondiale sur sa voisine. Tout le monde le sent et le sait, mais cela reste coincé entre les dents, à ne pouvoir même pas être formulé.

\*

On ne peut prendre en souci cet avenir de la France, nous propose J. Julliard, que si on écarte d'abord « la gêne, voire la honte d'être français » (14). Mais c'est un avis que l'on n'est pas du tout obligé de partager.

On peut avoir honte pour les Français de beaucoup de choses : de la faiblesse tous azimuts en dedans comme en dehors d'un Léon Blum, de Vichy, des guerres d'Indochine et d'Algérie, du refus obstiné et de toujours de la classe moyenne de faire front unique avec les masses laborieuses (déjà depuis le cartel des gauches d'après 1920), du clivage voulu et consenti entre une école des riches et une école des pauvres, bien avant déjà 1984 (loi Debré-De Gaulle de 1959).

Tout athée que je sois, je reste convaincu de la valeur durable de notions telles que le péché, surtout le péché collectif ancien et comme originel. Le marxiste italien Gramsci, reprenant une idée de Freud dans son *Moïse* (1938), parlait de fautes collectives dont l'effet délétère développe des abcès profonds qui pourrissent à long terme la mentalité d'un peuple, tant que celles-ci ne sont pas remémorées, analysées, reprises, repenties. Les péchés de la France, dont l'effet nocif n'a jamais pu être surmonté, c'est l'échec du Front populaire, la « drôle de guerre », la collaboration, un million d'innocents morts pour rien d'abord en

Indochine, puis à nouveau en Algérie, c'est aussi l'échec de 68 à se développer vers une démocratie élargie.

Les Français se sont comportés pendant la Deuxième Guerre mondiale comme des couards, des « veaux » - De Gaulle dixit – alors que les Britanniques, sans oublier les Russes, ont été de vrais lions. Encore l'Armée Leclerc était-elle composée, heureusement, pour moitié d'Algériens et d'Africains.

« L'école française n'a pas à rougir de son histoire » : cela dépend des moments ! Même à la voir piquer du nez dans toute la série successive des classements PISA.

Aujourd'hui, les décennies passant, le système est coincé dans une impasse, avec un parti socialiste qui gouverne au profit du Mur d'argent, comme il l'a toujours fait et ne peut que le faire – idéologiquement et structurellement, pas par accident – avec aucune possibilité de relèvement par un front unique plus large. Alors pour joindre la bêtise à la couardise, les défavorisés vont offrir leurs suffrages à l'extrême droite, pour « punir » Hollande, sans voir un instant que ce sont eux-mêmes que de tels ânes punissent en premier.

Comme il le fait assez souvent, J. Julliard adresse une supplique au « cher président » censé « aimer l'école d'un amour sincère. » Mais ce n'est pas vrai, il ne l'aime pas du tout, pas davantage que son prédécesseur dont nul ne veut plus se souvenir des saillies si peu heureuses sur la *Princesse de Clèves* ou la *Chartreuse de Parme*. Encore bien peu se risquent à penser que l'actuel Président est totalement inculte, comme la plupart de énarques, notamment en économie, à croire et vouloir faire croire que le chômage de masse n'est qu'un train d'orages qui passe. Mais on se moque en réalité du monde, à lire dans le marc de café le moindre « frémissement » de la reprise.

Il faut au moins 1,5 % de croissance pour commencer à résorber le chômage. Piketty dit que ce ne sera plus possible. Alors qui ment ?

On va nous parler maintenant de l'urgence d'une « religion civique » dont le bouquet réunirait les plus belles fleurs d'« une culture humaniste exigeante » : le respect (voir ci-dessus à propos de la condition des enseignants), et surtout « l'amour » pour le « savoir », la « vérité », la « beauté ».

Mais qui ne verrait l'imposture à vouloir brandir l'oriflamme de l'humanisme dans un contexte où la finalité réelle de l'enseignement républicain n'est rien d'autre que de consacrer la division entre les deux France, celle d'en bas dépourvue de tout patrimoine, et celle d'en haut seul à consommer le gâteau du profit (sic Piketty) ?



Et puis surtout pas de « religion » : on en a plus qu'assez de l'inondation montante de la religion, qu'il s'agisse du traditionalisme buté de la « manif pour tous », ou du fondamentalisme des imams ignares des zones sensibles.

Morale civique alors ? Mais justement J. Julliard, dans une discussion intéressante sur la crise de l'histoire, montre les limites du « roman historique » inventé pour l'école de Jules Ferry par l'entourage de Lavisse (1842-1922). De son côté, Nizan avait depuis longtemps montré dans ses *Chiens de garde* (1934) à quel point cette morale laïque avait été une sorte de bricolage créé à l'époque par la nomenklatura protestante de l'Instruction Publique, à l'aide d'une morale kantienne reformatée par la nouvelle sociologie de la conscience collective de Durkheim, époque d'une façade républicaine où par ailleurs les inégalités économiques rejoignaient, juste avant 1914, leur niveau de l'Ancien Régime, affirmation surprenante mais qui ressort sans discussion des courbes de Piketty (2014).

Puisque J. Julliard nous parle de l'histoire à propos de la crise de l'enseignement, je pense qu'il est aussi assez intéressant de parler de la philosophie.

Dans la période d'avant 1960, il existe une génération de philosophes encore profondément marqués par une culture « dialectique » – un mot dont la seule émission vocale semble de nos jours équivaloir à une sorte de crime contre l'humanité, les humanités : Sartre, Merleau-Ponty, Bachelard. Surtout Sartre, son immense succès à l'époque était dû à ce que sa philosophie illustrait un contexte social dont la perspective s'orientait par l'espoir d'une mise en chantier du programme progressiste du CNR. Ni plus ni moins. Sartre prônait un humanisme laïque aimanté à partir d'un certain moment par l'attraction d'un dialogue avec la pensée marxiste aussi bien qu'avec une certaine interprétation personnelle du modèle freudien (oui !). Or c'est cet existentialisme et son engagement dans une prospective dialectique à l'égard du champ social (Marx) comme à l'endroit de l'espace personnel (Freud) que la nouvelle génération des années 60 a entrepris de liquider.

Sartre « marxiste » ? On savait plus ou moins. Freudien ? Oui, les études si importantes sur Baudelaire, et surtout interminables sur Flaubert, c'est de la psychanalyse appliquée. Le propos de Beauvoir selon quoi on ne naît pas femme, mais on le devient, c'est en bonne partie du Freud, et encore bien plus déjà du Lacan, pas du Judith Butler, sauf le plagiat étriqué que celle-ci en renvoie à ses acclamateurs.

Or, le travail qu'a fait en définitive à partir de 1960 le nouveau structuralisme des Lévi-Strauss, Foucault, Althusser, Deleuze, Derrida a

consisté pour l'essentiel à confirmer la mort de Dieu (Nietzsche) et la fin de la métaphysique (Heidegger), en envoyant paître du même coup de balai la dialectique, l'histoire, l'humanisme, et aussi la « psychologie ».

Du point de vue politique, ce tournant des années 60 est marqué par le coup d'État de 1958, et la fin calamiteuse de la Guerre d'Algérie (1962). Il amorce une sorte de dépression nationale qui explique que le « soufflé » de 1968 n'ait pu déboucher sur une réorganisation consistante de l'ordre social existant.

Du travail de déconstruction des philosophes a résulté entre 60 et 80 un sorte de désert culturel où l'on a vu s'installer une « pensée tiède » (Perry Anderson 2005), un « penser à droite » (Terray 2012), en même temps que prenait mieux ses aises une pensée néo-libérale en économie, portée en particulier par les traductions de Hayek et adoptée avec faveur par l'entourage de Delors (vous vous étonnez ?) surtout à partir des années 1980.

Un éditeur important dont je tairai le nom me dit qu'il publie beaucoup de philosophie, mais que ce n'est que de la « philosophie de poche », sur de petits sujets, ce que le philosophe anglais George Berkeley (1685-1753) appelait jadis de l'ouvrage de « minute philosopher », de pense-menu. La philosophie de ce jour est bien rapetissée, domestique, castrée, de même que le débat public est amputé de toute capacité dialectique.

La dialectique, c'est quoi ? C'est la capacité d'argumenter selon les opposés, c'est l'esprit critique, tout simplement, dont le travail consiste d'abord toujours à repérer les contradictions. Exemples :

1. Un enseignement dont la façade est l'égalitarisme républicain mais dont l'intention profonde est la division entre deux France, d'en haut et d'en bas.

2. Le chômage de masse appauvrit certes la France d'en bas, mais c'est pour enrichir davantage celle d'en haut.

3. Le « genre », ce n'est un fait ni de pure nature (Benoît XVI), ni de pure culture (Judith Butler), mais l'articulation des deux dans un troisième terme : la psychologie d'une personnalité singulière (Freud).

Telles sont les couples de propositions contradictoires que l'aliénation dans le bavardage médiatique, si bien décrite par un Jean-Claude Guillebaud, est aujourd'hui incapable de traiter, et même de remuer si peu que ce soit.

L'une des conséquences désastreuses de la grande castration opérée par la génération des grands structuralistes a eu pour champ également et surtout l'espace de l'enseignement. Et c'est ce qui ne semble avoir jamais été bien remarqué jusqu'ici. Voyons.

\*

Les deux grands dadas de la pensée structuraliste et post-structuraliste ont été l'antihumanisme (on n'est rien ni personne !) et l'antipsychologisme (on n'est que « du », « des » processus !).

Or l'enseignement secondaire, tel qu'il avait été créé par les jésuites à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle reposait sur le noyau rationnel formé par la double composante du nouvel humanisme de la Renaissance (Luis de Molina (1535-1600) réservant la part de la liberté humaine face à la toute-puissance divine) et de l'apparition d'un nouveau savoir : la psychologie de l'intervention positive sur le cas individuel (avec la tripartition (1597) de la philosophie par Francisco Suarez (1548-1617) : *psychologia* – mot inventé à l'époque par Rudolf Goclenius (1590) –, *cosmologia*, *theologia*).

En réalité, la campagne pittoresque des quatre vedettes structuralistes ci-dessus aboutissait à saper à la base, avant de le faire implorer, et même voler en éclat le noyau idéologique basique autour duquel s'était organisé l'enseignement secondaire français depuis sa création par les Jésuites. Leur attitude « paradoxale », et les tours de camelots dont ils lui faisaient emballage, amusaient alors les initiés du débat intellectuel. On jouait à colin-maillard... à « être moins que rien ». De fait, ils installaient l'espace du néant culturel vers lequel depuis nous pousse sans remède une pente glissante.

À propos de l'atlantisation de la culture, qui appartient aussi au même syndrome, il est par exemple insupportable de subir des émissions télévisées où l'on voit des professeurs d'universités américaines avoir l'exclusivité de nous expliquer dans leur jargon ce que c'est que Sainte Sophie de Constantinople ou Laurent le Magnifique. Dans quels trous sont donc allés se cacher sont leurs collègues français ?

On nous annonce encore hier que l'on cherche à recruter par Pôle Emploi des enseignants dans la Seine-Saint-Denis.

J. Julliard nous dit plus loin que l'antiracisme serait « la seule valeur positive de cette société ». Mais enfin il rêve, à ne pas voir que par rancœur et mauvais souvenir de sa défaite en Algérie, la France officielle et quotidienne traite en réalité les français musulmans comme des citoyens de seconde zone. Il ne s'agit pas que de la concurrence faite par les émigrés aux travailleurs nationaux. Et pourquoi l'expatriation des Juifs français vers Israël est-elle en courbe ascendante, devenant progressivement incontrôlable ?

On nous dit également que « la contradiction de toute la gauche à l'égard de tout le système industriel est de résister tout en s'adaptant. » Non, on ne s'adapte pas, en composant avec, aux avalanches, aux

tsunamis de la finance – dont la puissance irrationnelle ruine le système industriel lui-même, en dehors du fait qu'elle possède l'appareil d'État. On va bâtir ailleurs, et avec d'autres techniques et d'autres matériaux. Le problème est de faire payer l'impôt sur le capital contrôlé par une nomenclature de privilégiés – c'était déjà le problème de Louis XVI, Maurepas, Necker, Turgot. Et cela a toujours été la pente de la social-démocratie de composer avec le Mur de l'argent, tout simplement parce que ses représentants ont un niveau de vie et de jouissance qui les situe dans le 1 % de Piketty. C'est dans « la révolution fiscale » (Landais-Piketty 2011) d'abord qu'est la clef du problème de « l'emploi ». Et c'est leurrer le public que de lui annoncer sans cesse le souffle printanier de la prochaine reprise.

Cela, le public le sent, mais il reste incapable de le formuler, parce que la gauche évite bien de le lui élaborer, et parce que la destruction progressive du système scolaire émousse tout pointe d'esprit critique (la « dialectique »). Est-ce un hasard si les « pédagogocrates » – pas seulement mais chapeautés par les technocrates – proposent de retirer du programme la période des Lumières ? Montesquieu, Voltaire, Diderot, Rousseau : basta ! Napoléon III pratiquait déjà la même politique en supprimant les agrégations de philosophie et d'histoire.

Le propos de J. Julliard se termine de façon quelque peu mystérieuse, d'après quoi « le principal combat politique, celui qui détiendra des formes de la société de demain, ce n'est pas dans les élections qu'il se tiendra ».

Eh bien, où alors ? Dans la presse du gauche : *Marianne*, le *Nouvel Observateur* ? Dans le débat médiatique ? Au Parlement européen ? Fouchtra !

Dans la rue peut-être ? Mais cela fait déjà plusieurs années que le pouvoir a appris à composer avec les mascarades, les guignolades et les déguisements en tous genres des manifestations de rues... en laissant faire. Ils sont trop rigolos à voir, au Journal Télévisé.

Au moyen du débat sur Internet ? À y constater le niveau de l'orthographe, de la syntaxe, sans parler du quotient intellectuel débile, ce ne sera pas pour demain.

L'article suivant de Laurent Nunez (16-17) apporte des compléments intéressants et allant dans le même sens. S'agissant, nous est-il dit, d'une « réforme qui redouble les inégalités » - Elle est faite pour cela, Docteur ! Et qu'« à vouloir créer un collège moyen pour élèves moyens apprenant des choses moyennes, cette réforme nous fera passer du collège unique au collège inique. »

Ce qui est d'un intérêt nouveau, s'agissant ici de générer « un homme moyen », le citoyen surtout de la « classe moyenne », qui est le réservoir des cadres moyens, somme toute un homme médiocre, « un homme sans qualités » (Musil), en tout cas dépourvu de tout esprit de discussion, de tout esprit critique, de tout esprit de contradiction, de tout esprit « dialectique » (non, pas marxiste ! ... seulement dialectique), formaté et conformisé par la doxa médiatique.

C'est étrange que le pouvoir actuel puisse, avec cette réforme, projeter que « l'on enseigne aux bons élèves à s'éloigner de l'Europe », alors que par ailleurs il mange dans la main d'Angela Merkel. C'est comme si le pouvoir ressentait le peu d'appétence que ressent la nation pour l'avenir d'une vie commune avec la trop prospère Allemagne (voir le non au référendum de 2005), un arrière fond mental qu'exploite par ailleurs très bien le Front National. S'agirait-il alors de couper l'herbe sous le pied du FN ? L'opportunisme du pouvoir PS en est fort capable.

D'ailleurs, l'allemand est une langue trop difficile pour l'« homme moyen ». Et cela fait des années que l'on sait et que l'on voit l'enseignement de l'allemand en régression, et d'abord à l'université, où en général tout commence. Il y a incontestablement en France un fond de rancune contre « le boche » des deux guerres mondiales. Tout comme contre le « bougnoule » de la Guerre d'Algérie. Qu'on se l'avoue donc, dans les émissions du genre « divan de psychanalyste » (Clapier et la succession de son fond de commerce à la télé). Il faut être juste et noter que les officiels allemands déplorent ces décisions récentes susceptibles de beaucoup contrarier le développement d'une amitié franco-allemande (article de Thomas Schnee, 18-19).

Et ensuite on lit, toujours sous le plume de Nunez, que l'« on choisit de ne plus aider les élèves en difficulté », que « l'on décide qu'un professeur n'est rien d'autre qu'un adulte avec un livre », que l'« on découvre en passant [que] les vainqueurs de cette réforme sont les agences de tourisme » pour les sports divers, rien de tout cela n'étonne en fait de démentis flagrants à la proclamation hypocrite de l'idéal d'un « élitisme républicain ». Élitisme certes ! Mais fondé sur le clivage assumé de ceux d'en haut et de ceux d'en bas. Plus question désormais de monter par l'ascenseur du bas vers le haut.

Dans l'enseignement, en troisième déjà, en seconde de façon irrémédiable, la grille sociale est divisée clairement en trois « classes » dont il ne sera plus question de sortir : ceux du haut (filiale générale), ceux du milieu (filiale technologique), ceux du bas (filiale professionnelle). Les sociologues ne sont pas très affairés en ce moment à informer le public des proportions de ces trois « classes ».

Dans ce qui suit (18), la philosophe Catherine Kintzler voit bien que ce qui est remis en question avec la nouvelle réforme, « c'est le principe de l'ordre que Descartes avait énoncé au XVIIe siècle [l'époque du collège jésuite naissant], repris ensuite par Condorcet », représentant de ces Lumières qu'il s'agit d'éteindre, et inspirateur du projet d'école hyper-égalitaire omni-classes conçu par Lepeletier de Saint-Fargeau, juste avant la chute de Robespierre. Mais un tel abandon du pilier cartésien, pilier reconnu par un texte fameux Hegel (sur le « héros Descartes ») comme le fondement de la culture européenne, n'a rien d'étonnant compte tenu de l'américanisation (la marshallisation) en cours depuis 60 ans de la culture française et en général européenne. Ce sont les psychologues, ainsi que le *Reader's Digest*... qui ont commencé cette déconstruction depuis 1950. Aux USA, ils ont même pour cela un mot inspiré de Derrida : « the decon », hi !!!

Régis Debray (19), citant lui aussi Condorcet, rappelle les notions classiques d'effort et de hiérarchie, faute de quoi l'élève risque de n'être traité que comme un client. Quoi d'étonnant dans une (in)culture dominée par l'économie financière.

Enfin arrive Luc Ferry (19), qui considère « navrant », entre autres, la diffusion de « manuels scolaires de plus en plus nuls », ce qui est parfaitement vrai, et qui est un fait que j'ai analysé à plusieurs reprises dans les très nombreuses pages consacrées par moi à la critique des effets pervers liés à la décadence de l'Éducation nationale (voir mes « références » ci-après). Pour aller vite : atomisation des connaissances sous la pression de la mentalité propre à l'hyperempirisme associationniste nord-américain, regroupements arbitraires de celles-ci en tableaux d'une transversalité trompeuse, coupée de toute histoire continue, et de toute articulation critique longitudinale, ceci comme séquelle du modèle structuraliste « anti dialectique » venu des années 60.

On ne peut rien comprendre à Louis-Philippe, sans savoir ce qu'a été Louis XI, et que les rieurs rient donc tout leur saoul !

Ceci dit, on peut trouver le philosophe Luc Ferry bien mal venu à critiquer le caractère « superficiel et incohérent » du nouveau projet, lui qui a donné tant de gages en tant que Ministre de l'Éducation Nationale sous Sarkozy à l'entreprise de démolition qui se poursuit. Un philosophe qui se vante de n'avoir jamais voté à gauche, riant de toutes ses dents et secouant sa crinière devant l'écran. Conspuant Lévi-Strauss. On ne souhaite que son retour dans un tel poste qu'il a honoré d'une manière si avantageuse. Il est vrai, pour lui en faire quelque peu excuse, qu'il y avait achevé son parcours placé sous surveillance et comme mis au coin avec

le bonnet d'âne. Recevoir un tel emblème de Sarkozy, c'est tout de même très bien.

\*

Plus loin, Danièle Sallenave (20), agrégée de lettres classiques, membre de l'Académie française, pointe avec raison le caractère tape-à-l'œil et démagogique de ces thèmes interdisciplinaires désopilants du genre « information, communication, citoyenneté ». Elle pense naïvement que « la réponse » apportée par la réforme « a été imprudemment, maladroitement et hâtivement conçue », ouvrant certes « le champ à une ignorance généralisée », mais cependant bien loin d'y voir un projet d'intention profondément clivante. Sa modération, liée de façon naturelle à son noble statut, se dit néanmoins « effarée par le tour que prend la critique de la réforme », jusque même « un délire dangereux » à en faire une sorte de « Munich de l'esprit ».

Dans l'article suivant, Bentolila (20-21) formule que « le collège est le cimetière des enfants fragiles... Loin d'être un creuset républicain, l'école reste le point noir [E] : en fait le centre de commande et d'aiguillage] de la sélection sociale. Cette réforme n'y changera rien [E] : Elle est faite au contraire pour étayer cet état de choses], et les enfants socialement défavorisés [E] : ceux des classes moyennes devant occuper les fonctions de cadres moyens, ce qui est rarement dit] seront une fois de plus les perdants, victimes du renoncement [E] : C'est plus que cela : résolution] des politiques. »

Bentolila tacle un peu plus loin Vincent Peillon de façon assez injuste selon moi. Peillon, agrégé de philosophie et auteur de deux ouvrages estimables sur la philosophie difficile de Merleau-Ponty, était d'un niveau intellectuel à mon avis très supérieur à ses deux successeurs, ce qui ne l'a pas empêché de se prendre les pieds de façon incompréhensible dans une stupide affaire de « rythmes scolaires ». Cependant, le travail dont il avait été l'initiateur sur les « ABCD de l'égalité » était une réalisation très remarquable, qui a depuis été jetée à la poubelle, à l'instar de ce qui était arrivé jadis au plan Langevin-Wallon. J'en parle pour l'avoir étudié très en détail dans un livre sur *La « théorie de genre » dans le débat français* (L'Harmattan 2014). L'exemplaire que j'en ai dédié personnellement à l'époque à Madame Najat Vallaud-Belkacem n'a jamais été honoré du moindre accusé de réception, alors que Vincent Peillon, ainsi d'ailleurs qu'Aurélié Filippetti m'avaient répondu très courtoisement.

Bentolila développe que « le problème majeur de notre école est celui de l'échec programmé dès la naissance. » Ces mots sont bien plus forts et plus justes que ce qu'il a dit avant. On est avec cela dans

Beaumarchais. J. Julliard a dit à plusieurs reprises à bon escient que notre société n'était plus une société de classes, mais une société d'ordres, ce que l'on qualifie à juste titre comme une analyse « ultra-marxiste ».

Bentolila parle d' « une attitude cynique et cruelle... tous les responsables connaissent parfaitement cette réalité, mais ils s'en moquent. »

[E] : Ils la trouvent conforme à un ordre des choses, la justifient et veulent la faire accepter, ce qui représente l'un de traits de ce qu'Emmanuel Terray appelle « penser à droite » dans son livre *Capital* à cet égard de 2012. La réforme du collège de ce gouvernement socialiste est le produit typique d'une pensée de droite. Cela a du mal « à sortir » du grand « gueuloir » médiatique.]

Bentolila dit que « le premier devoir de notre école est de former des résistants intellectuels [E] : Justement, c'est ce qu'il ne faut à aucun prix, il faut viser le contraire, défini par « l'homme moyen » ci-dessus]. Et, à cet égard, « cette résistance, seule une langue maternelle forte et juste peut la garantir. Un enfant qui parle mal le français est vulnérable, il manquera de pouvoir et de réfutation. »

Ce projet de réforme a résulté de « compromis entre des syndicats [E] : C'est toujours leur faute] qui ne connaissent pas forcément les problèmes [Ils sont ignorants à l'encontre des universitaires éclairés], des didacticiens revanchards qui confondent évaluation et stigmatisation [Propos intéressant mais vague], et une Inspection générale de l'Éducation nationale souvent de bon sens [Est-ce si sûr ?] mais divisée... Le mal profond de l'école française est notre impuissance à construire un éducatif résilient... [c'est-à-dire ayant] la capacité à sortir les enfants en difficulté de la fatalité de l'échec. »

À leur arrivée au collège, « les enfants fragiles sont condamnés à se faire scolairement massacrer, simplement... parce qu'on ne les a pas suffisamment préparés à passer du primaire au collège » [Une certaine proportion d'entre eux – on ne sait pas exactement laquelle – sera déjà orientée à la fin de la 3<sup>ème</sup> vers la filière « pro »]. Mais la même chose va se reproduire au lycée à la fin de la seconde : une certaine dérivation conduit vers la filière « techno » (cadres moyens), tandis que le restant va se distribuer selon la hiérarchie verticale du haut vers le bas S (scientifique), ES (économique et scientifique), L (littéraire). Là encore, on ne sait rien de précis sur les proportions d'issues respectives produites par cette énorme et implacable machine à trier. En tout cas, en seconde, à 15 ans, c'est terminé : le couperet social principal a joué. À partir de là, le bac n'est qu'une mascarade, et ce qui va compter pour les évaluations à suivre, ce sont les moyennes et les annotations produites par le « livret



scolaire » établi pendant les deux dernières années. Paysage en trompe-l'œil pour une comédie de dupes.

Selon Bentolila, « Le monde politique porte une responsabilité considérable. Depuis vingt-cinq, trente ans [1985-1990 ?], les gouvernements successifs ont baissé les bras, ils ont fait semblant de mettre en œuvre des réformes dont ils savaient parfaitement qu'elles ne serviraient pas à grand-chose. Les politiques ont fermé les yeux sur l'injustice de notre système et ça continue encore aujourd'hui... On a simplement assisté à un mouvement pendulaire d'une idéologie de gauche à une idéologie de droite [E] : refusant de mettre en cause la division sociale selon trois classes]... C'est le renoncement du politique qui est la cause majeure de l'échec de l'école française. »

Augustin d'Humières, professeur de lettres (Élodie Emery, 22), dit que « ce que l'on peut reprocher à cette réforme, c'est son absence de clarté et de courage. » Sous le prétexte que « la lutte contre l'élitisme passe par la suppression du grec et du latin, en réalité cette école qui se construit sur le rejet des humanités [E] : ce qui est en partie le résultat de la lubie des vedettes du structuralisme en faveur de l'antihumanisme et de l'antipsychologisme] est plus injuste et plus inégalitaire que jamais. Après la suppression du Capes de lettres par Chatel [E] : effarant !], on va travailler à supprimer cette matière du Collège. Au prétexte de « faire entrer l'école dans le XXI<sup>e</sup> siècle, prendre en compte le plaisir de l'élève, décloisonner les matières », l'enseignement français, qui s'effondre dans les classements PISA, développe, « avec des ignorances massives en français, en langues vivantes, en sciences, une égalité des chances digne de l'Angleterre victorienne. »

On présente pour finir (Marc Endeweld, 22-23) « Najat Vallaud-Belkacem, la chouchoute bizutée. Bonne élève de François Hollande et de Manuel Valls, la ministre de l'Éducation nationale affronte sa première épreuve politique depuis qu'elle a pris ses fonctions en septembre dernier. » D'emblée, elle avait joué « la carte de la méritocratie républicaine, remerciant « l'école de la République, qui a fait de la petite immigrée [qu'elle était] une ministre » », en somme un résultat éclatant de « la réussite par l'effort et le travail ». Depuis des mois, elle « caracole en tête des sondages d'opinion ». Avec beaucoup de savoir-faire, « elle cultive ce côté lisse, bien propre sur elle, où pas une parole incontrôlée ne vient ternir son message » [Mais lequel au juste ?]. Ayant fait son apprentissage auprès de Ségolène Royal, elle est accusée par ses détracteurs d'être « un perroquet ». En fait, jouant pour le hollandisme la partition jeunesse, mais « attendue au tournant, son application ne devrait pas suffire. »

Quelques remarques pour conclure.

\*

C'est « la faute », dit Bentolila, des politiques depuis, selon lui, environ 25-30 ans : 1985-1990 ?

Non, beaucoup plus. On a vu recruter des instituteurs à partir du baccalauréat et fermer déjà nombre d'écoles de village dès 1955. Pour des raisons biographiques, j'en ai un souvenir personnel très précis dans le Jura.

J'ai le souvenir aussi, à partir du gouvernement Maurois en 1981, d'une restriction massive des crédits de fonctionnement et de recherche de mon propre laboratoire de psychologie générale à la Sorbonne.

Mais « la faute », cher Bentolila, tout autant que celle des politiques, c'est celle des Jocrisse qui les ont élus avec persistance, avec entêtement, plutôt « à droite » qu'à gauche, depuis les quelque soixante années que dure la Troisième République. Presque toujours « à droite toute ».

Voyez plutôt : depuis 1958, la durée totale des gouvernements de gauche aura été seulement de 18 années sur 57 soit même pas le tiers de cette durée (0,31) : 1981-1986, 1988-1993, 1997-2002, et 2012-2015. Dont seulement 13 ans sous une Présidence de gauche, soit seulement le cinquième du temps (0,22).

Or la persistance durable d'une politique de droite conservatrice engendre sur le long terme des effets pervers dont il devient très difficile au bout d'un certain temps de bloquer, contrecarrer, amender et reprendre la capacité frénatrice et même destructrice. Les aliénations se durcissent en concrétions rocheuses incassables. Assurément, dès qu'elle est aux affaires, la gauche non seulement ne peut annuler les conséquences nocives de la politique menée par la droite, mais elle fait si possible encore pire.

Les enseignants se souviennent de Lang comme d'Allègre comme de véritables épouvantails. Qui valaient bien les De Robien et Chatel !

D'un autre côté, il est certain que la politique menée par la droite conservatrice à l'égard de l'enseignement n'est pas seulement négligente, malencontreuse, elle est une entreprise machiavélique de ravalement de l'esprit, de rabaissement de l'instruction, de nivellement culturel au niveau des masses laborieuses, afin de les abêtir avec l'effet de les rendre plus dociles et plus gouvernables.

Mais de cela, c'est le corps électoral qui porte la responsabilité, ni plus ni moins. Comme il a été responsable de tout le reste : l'échec final du Front populaire, la trahison de Gamelin, la collaboration de Pétain, les Guerres d'Indochine et d'Algérie, le coup d'État de 1958, les

plébiscites de la politique gaullienne pendant 25 ans via des résultats électoraux d'une servilité écrasante.

Les nations parlementaires modernes vivent depuis longtemps sous un régime de liberté démocratique et de responsabilité électorale. Même Hitler est parvenu au pouvoir par des voies démocratiques ; Staline, Pétain et même De Gaulle il est vrai par des voies plus détournées, plus sournoises.

Le peuple est souverain, la volonté générale de Rousseau est le seul vrai pouvoir, sauf à en dévoyer l'efficace par le pacte de servitude (in)volontaire dont a formulé la mécanique l'inoubliable La Boétie.

De quoi donc le peuple se plaint-il à propos de l'effondrement du système de l'enseignement. Il paie l'addition de son acharnement à refuser toute espèce de mouvement social : ça change en restant pareil, comme il est dit dans *Le guépard* de Visconti. C'est votre faute, votre très grande faute (*vestra culpa, vestra maxima culpa*).

Certes, ce n'est pas en disant cela que l'on fera changer les choses ni les gens. Mais qu'y peut-on ?

Des individus, de petits groupes peuvent changer, d'abord localement. Mais c'est si long alors que la vie est si courte...

Une autre remarque touche à ce que Lacan a appelé la « passion de l'ignorance ». Ceci pour dire que lorsqu'un enfant ne veut pas apprendre, c'est souvent parce qu'il y a quelque chose qu'il ne veut pas savoir, ou alors que ses parents ne veulent pas savoir eux-mêmes, et veulent que l'enfant ne sache pas.

Effectivement, ça fonctionne à merveille, si vous les interrogez, la plupart des gamins ne savent rien de Mussolini, de Franco, de Blum, de Pétain, de Gamelin, de Challe et de l'OOA, de l'usage du napalm en Indochine et en Algérie, et que sais-je encore ? De la débandade de 1968 peut-être ?

Alors, encore une fois, de quoi se plaint-on ? Votez mieux la prochaine fois. Encore un peu mieux. Encore un effort, Français, disait le bon marquis de Sade, si vous voulez être vraiment républicains.

Quelques notations encore à propos du bateau ivre, poussé par la « volonté générale » présidant au contrat social dans le flot tumultueux de la dynamique politique.

Vient d'être votée par l'Assemblée, avec une large majorité de droite et de gauche à peu près confondues, une loi jugée par d'aucuns « liberticide », en tout cas qui permettra au démon Asmodée, créé par Lesage, de soulever le toit des maisons particulières, pour y observer tout à l'aise les faits et gestes de leurs habitants. Supposez qu'un outil pareil

tombe un jour entre les mains d'une clique genre Le Pen. Sera-ce oui ou non, à nouveau, encore notre faute (nostra maxima culpa) ?

Autre chose. Après avoir été gouverné naguère une dizaine d'années « à gauche » (Tony Blair, 1997-2007), les Anglais se sont mis à adorer être gouvernés dans l'autre sens : hier, le ministre conservateur a remporté un triomphe électoral qui le reconduit au pouvoir pour cinq.

Cela fait problème de savoir pourquoi les démocraties modernes ont une propension à choisir librement, paisiblement, en somme démocratiquement, de préserver l'ordre existant du système social, dans l'illusion de pouvoir éviter un certain pire. Mais lequel au juste ? Le pire qui viendra probablement de la droite sera-t-il plus ou moins pire que celui qui lui viendrait de la gauche ?

La crise économique et financière mondiale pousse les masses travailleuses, selon les règles mêmes de la démocratie parlementaire, vers la droitisation du choix politique, dont le concomitant inévitable sera la loi de la jungle boursière, et le renforcement du capital financier dont la dynamique aberrante est le facteur essentiel de la crise. Il y a là quelque chose d'irrationnel, dont il est probablement vain de demander à l'agitation fiévreuse de l'idéologie économique de nous livrer le secret.

Le respect de l'argent, de la propriété, du pouvoir des castes dominantes est un trait principal de la psychologie des dominés, des assujettis. Il y a là un fait troublant dont il faudrait peut-être chercher le secret « biologique » du côté des sociétés animales : les faits de hiérarchies sociales strictes, installées par des mécanismes héréditaires (insectes) mais aussi activés par la dynamique actuelle du comportement (rats, gallinacés, etc.) s'y observent sans difficulté. Par exemple le « pecking order » chez les poulets : l'ordre de chaque membre de la hiérarchie se détermine en fonction du nombre et de l'énergie des coups de bec reçus de X par Y et donnés par lui à Z.

Ces faits, d'abord observés par les éthologues (Thorleif Schjelderup-Ebbe 1921) ont été bien entendu et sans surprise transférés par les psychologues et sociologues américains à l'étude des mécanismes économiques et financiers dans le cadre des entreprises (S. Myers 1984).

Ce caractère à fondement biologique de la dynamique sociale comporte évidemment quelque chose de révoltant pour les partisans d'une certaine liberté de jeu des conduites humaines.

\*

J'avais arrêté ici le premier texte écrit par moi sur le dossier de Marianne n° 941.

Cependant, le numéro suivant de *Marianne* 942 du 8-14/5/2015 me donne toujours prétexte à poursuivre sur le même sujet, et autres connexes.

On peut lire page 43 un article de Laurent Nunez sur « École : une ministre de l'enseignement... privé. Najat Vallaud-Belkacem entend supprimer l'accompagnement éducatif dans les collèges. Une décision qui creuse un gouffre entre public et privé. »

Cette suppression de l'accompagnement éducatif dans presque tous les collèges touche « 300 heures de moins dans chaque établissement. » Il s'agissait d'« accueillir les élèves après les cours pour leur proposer une aide aux devoirs et leçons. »

Mais les rectorats sont formels : il n'y a plus d'argent.

La répartition de ces heures d'aide était la suivante : « aide aux devoirs : 50,1 % ; pratique artistique et culturelle : 23,8 % ; pratique sportive : 11 % ; langues vivantes : 6,2 %. C'est donc bien les élèves les plus assoiffés de culture et les plus désireux de réussir qu'on abandonne.

« Bravo madame. À l'évidence, cette décision inique ne fera que créer le gouffre entre l'enseignement public et l'enseignement privé. » Car les crédits pour de tels heures seront maintenus – certaines vérifications locales faites – pour les établissements privés, payées par le contribuable, bien entendu, fût-il non confessionnel.

« Voudrait-on dégoûter les parents et les élèves du collège public qu'on ne ferait pas mieux. « Le collège apparaît comme un renoncement à la promesse d'égalité par l'éducation ». » Ce n'est pas *Marianne* qui le dit, mais Najat Vallaud-Belkacem, qui l'aurait déclaré dans une tribune au *Monde* du 5 mai [2015].

\*

Un autre passage du même numéro 942 de *Marianne* (pp. 70-71) s'intitule *Malaise dans l'économie !*, sujet qui de prime abord n'a pas de rapport avec ce qui précède, mais ce n'est qu'une apparence.

La disparition de toute forme d'esprit critique, comme résultat progressif de la décadence de la philosophie depuis les années 1960, en coordination avec la crise généralisée de l'enseignement, représente un handicap navrant, un véritable drame même, au plan scientifique et culturel, dans la mesure où le développement des sciences humaines, en particulier dans les disciplines chaudes comme l'économie, s'accompagne de l'émergence et du développement d'une lutte idéologique intense, où s'affrontent un large éventail de clans hostiles.

C'est le cas aujourd'hui pour l'économie, comme ce l'était, dans la période des années 1960, pour la psychologie, la psychanalyse et ses diverses orientations, ainsi que la philosophie.

J'ai parlé plus haut de Gilbert Simondon, et j'y reviens à présent, à propos de la parution toute récente de deux volumes consacrés à la publication de son œuvre posthume : *Sur la technique* (PUF 2014, SLT) et *Sur la philosophie* (PUF 2015, SLP).

L'activité et la personnalité de Gilbert Simondon ont été à l'époque où il enseignait à la Sorbonne (1963-1984) l'occasion d'une lutte intense entre deux conceptions de la psychologie, l'une scientifique d'inspiration anglophone – défendue par la psychologie expérimentale – et l'autre plus humaniste de tradition européenne, représentée par la psychologie clinique.

À l'époque, l'affaire a viré à une stratégie guerrière, à long terme stérile, de contrôle de l'espace universitaire, avec dominance progressive du premier clan scientifique, mais pour finir l'anéantissement final des deux combattants. C'est l'histoire des « Deux chèvres » de La Fontaine (12.4), qui s'affrontent, cornes emmêlées, sur un pont étroit au-dessus d'un gouffre au fond duquel elles finissent inévitablement per tomber.

À cette époque a manqué une instance critique capable, à la manière du tribunal kantien de la raison, de dépasser vers une synthèse les deux thèse/antithèse en conflit. Mais c'était très malaisé étant donné le niveau de difficulté que représentent les sciences du psychique, en raison de l'abondance quelque peu disparate, peu imaginable pour le non-spécialiste, des modèles théoriques et des procédures méthodologiques dont elles disposent.

L'enseignement secondaire et universitaire ne suffisait déjà plus à cette époque à engendrer le genre de « Kant » qui aurait convenu à la psychologie pour dépasser de telles difficultés. Si du moins jamais il a pu y suffire. En tout cas, l'affaire de la lutte des deux psychologies à l'université se déroulait déjà sur l'arrière-fond d'une crise de la réforme de l'enseignement qui sévissait en s'approfondissant progressivement depuis les années 1945. D'habitude, on ne remonte pas si haut.

Or à ce point de vue, les deux ouvrages récents de G. Simondon *Sur La technique* (SLT 2014) et *Sur la philosophie* (SLP 2015) m'ont déjà donné ailleurs l'occasion de tenir les propos suivants que je reprends :

Dans SLP, « Le texte de 1956 sur « l'histoire de la psychologie » contient sur 250 pages (223-240, 251-269) une quarantaine de pages qui n'ont pas pris une ride sur la pédagogie, les « classes nouvelles » de 1945, l'orientation scolaire, le modèle hellénique encyclopédiste d'une formation complète de l'homme, le sport et la gymnastique, l'enfance délinquante, l'intérêt des recherches pédagogiques d'avant 1945 (Montessori, Decroly, Audemars-Lafendel appliquant Piaget à Genève, Freinet, les plans Gary et Dalton appliquant Dewey aux USA, Winnetka

à Chicago), toujours avec, chez cet auteur, la même érudition médusante alliée avec une impressionnante capacité de survol philosophique.

Ces préoccupations sur la pédagogie retrouvent des propos déjà assez abondants sur le même sujet dans le volume précédent *Sur la technique* (51 pages ! 203-253). On ne saurait trop conseiller aux autorités pédagogiques et politiques préposées au carrousel des réformes de l'enseignement de mettre le nez dans cette centaine de pages, ce dont évidemment elles ne feront rien.

Voyons mieux. Les fameuses « classes nouvelles » de 1945 appliquaient déjà par anticipation dans le réel des idées qui reflétaient le contenu du fameux Plan Langevin-Wallon (1947), lequel n'a jamais même été lu par les autorités. Malheureusement, ce qu'il faut bien appeler le sabotage d'une telle entreprise allait bientôt être mis en œuvre : dès 1959, la loi De Gaulle-Debré – dont on a déjà parlé ci-dessus, réorganisait la concurrence nocive de l'enseignement laïc par l'enseignement privé.

La loi en question (décembre 59) est venue compléter l'arsenal des « ordonnances » (janvier 59) qui ont été le mode de gouvernance favori de l'UNR avec Michel Debré, régime de « pouvoir personnel » que certains historiens ont pu se risquer à comparer à celui de l'époque de Laval et de Pétain<sup>1</sup>.

Or, dans SLT, G. Simondon écrit, de façon à la fois très engagée mais tout aussi découragée, dès 1954 : « Réformer l'enseignement, un ministre même ne le pourrait pas... L'Université ne me paraît pas prête à réformer profondément l'enseignement... Un pays politiquement ingouvernable par manque de conscience civique, des relations professionnelles incohérentes et désordonnées, une incapacité générale à jouer un rôle dans le monde économique d'aujourd'hui, amènent notre nation à ne plus avoir conscience de la place qu'elle occupe dans l'univers humain tout entier... Notre malheureux enseignement secondaire représente le dernier effort d'une conscience mystifiée pour persévérer dans son être en répandant la mystification autour d'elle... L'aspect féodal de l'Université est très sensible dans l'enseignement supérieur... Les établissements scolaires sont encore profondément hiérarchisés à la manière féodale (SLT, 225, 234, 243-245, 250).

En tout cas, dans le contexte décrit par Simondon autour des années 1954 s'amorçait et se déroulait une guerre inexpiable engagée par un Inquisiteur nommé Paul Fraisse, élu professeur de psychologie

---

<sup>1</sup> Jacques Duclos, François Billoux et col. : *Histoire du Parti communiste français. Manuel*, Éditions sociales, 1964, 774 pages, p. 664.

expérimentale à la Sorbonne en 1957, contre la philosophie et la conception humaniste de la psychologie qui lui faisait cortège. Lui répliquait à l'époque à la cantonade la conférence de Canguilhem sur « qu'est-ce que la psychologie ? » (1958). Finalement, activé surtout par la dynamique nocive du même Fraisse, le divorce définitif entre la psychologie et la philosophie intervenait en novembre 1967, tout juste avant mai 1968.

Or de telles guerres universitaires se poursuivent aujourd'hui avec le même acharnement, quasi les mêmes procédés et comportant le même genre de désastre final irrémédiable pour la culture française, au moins dans les disciplines « chaudes » telles que l'économie (dans ce n° 942 de *Marianne* du 8-14/5/2015, « Malaise dans l'économie », 70-71), et telle que l'était à l'époque la psychologie dans son dialogue « impossible » avec la philosophie. Y compris l'aliénation supplémentaire que représente l'inféodation depuis les années 1980 à ce « penser à droite » (Terray 2012) constitué par la quasi-sacralisation des revues à comité de lecture à prédominance anglophone.

Venons-en donc à l'article en question de *Marianne* n° 942 qui nous décrit donc le même genre de guerre universitaire, aboutissant à la destruction du principe même de toute inventivité intellectuelle, quelque 50 ans plus tard, à propos d'une autre science humaine que la psychologie, l'économie : tout aussi difficile, sinon encore davantage, par le caractère concret et dynamique de ses objets, par la variété de ses modèles différents, sinon divergents et même contradictoires, tout comme par l'épaisseur du paravent idéologique derrière lequel se dissimulent la plupart de ses débats.

À propos donc du malaise dans l'économie : « le manifeste de l'AFEP (Association Française d'Économie Politique) dénonce le conformisme des économistes orthodoxes, qui se servent des revues scientifiques pour imposer une vision unique. Pourtant, la démocratisation de la pensée économique est un enjeu fondamental pour la société. »

On nous alors dit que « les économistes « orthodoxes » ou *mainstream* (qui, grosso modo, estiment que le marché est efficace et que les forces économiques tendent spontanément vers l'équilibre) ont pris le pouvoir dans l'université [E] : donc pour les 40 ans à venir] et dans le débat public. » Puis que le lobbying effréné des « orthodoxes », emmenés par un Jean Tirole statufié vivant, grâce à son récent Prix Nobel, a conduit la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem [Y entend-elle quelque chose ?], à se renier au début des années 2015 » [E] : sans autre précision].



En conséquence d'un tel système, « tout devient simple dès lors qu'on est capable [EJ : c'est moins une question de capacité intellectuelle que de contrôle d'un pouvoir groupal] de hiérarchiser les revues, raison pour laquelle le classement des revues est devenu l'instrument central dans toutes les instances de recrutement, d'évaluation et de promotion des enseignants-chercheurs en France. C'est la clef de voûte de tout le système que nous dénonçons. »

EJ : J'ai moi-même consacré un ouvrage entier à la description de ce système de l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement universitaire) et à la constellation de ses concomitants et de ses effets pervers dans ma propre discipline, la psychologie (*Psychanalyse et psychologie (2008-2010). Interventions sur la crise. Tome 2, Psychanalyse et neuroscience, la vérité de la science, la querelle de l'évaluation des enseignants chercheurs*, L'Harmattan, 2010). Mais il va de soi que le contexte d'aliénation profonde que représente ce système recouvre aujourd'hui d'une chape de plomb tout le système universitaire, avec une pesanteur particulière dans les disciplines nouvelles depuis 1968 (sciences humaines et sociales, SHS), qui, outre leur prolifération « scientifique », sont l'objet d'une forte demande sociale.

De cette mascarade de l'évaluation organisée par cette Police de l'administration scientifique qu'est en fait l'AERES, il résultait, après évaluation soigneuse de ma part de leur production, le constat d'une véritable entreprise de mystification organisée par le Comité des Évaluateurs, chacun des membres de leur aréopage (président à la psychologie scientifique) ayant produit en moyenne, au cours d'une carrière de 25 années, environ 1,5 page par mois, dans 85 % des cas en anglais de cuisine, et dans 85 % des cas aussi en s'y mettant par collectifs de 2-3 à 5-6 personnes. Plus un livre personnel au cours de sa carrière.

« Autocensure : toute l'activité des économistes *mainstream* consiste à publier dans ce qu'on appelle le « top five » [C'est nouveau], les cinq revues les mieux classées, toutes de langue anglaise. Les laboratoires qui en ont les moyens offrent même des primes, de milliers d'euros, voire de dizaine de milliers d'euros, pour récompenser ceux qui publient un article dans ces revues... [La plupart de ces économistes parvenus sont des « riches », à l'instar des politiques dont ils ne peuvent être que complices, à habiter ce club des 1 % dont parle Piketty].

« Au fur et à mesure que se diffusait en France cette conception de l'excellence, on a vu l'exclusion des pensées critiques jusqu'à devenir systématique [Interdit d'innover, on ne défend plus que le paradigme régnant, selon la doctrine de l'épistémologiste Feyerabend]... Peut-on vraiment croire que les chances de publication dans le top five d'une

article marxiste, régulationniste ou postkeynésien sont égales à celles d'un article néoclassique ? Comment expliquer dès lors qu'il n'y en ait aucun ? Dans ces conditions il n'est pas trop difficile de comprendre les raisons de l'attachement extrême des économistes orthodoxes à la hiérarchie des revues [E] : Question d'étiquette de cour propre à un système féodal], maintes fois affirmée et réaffirmée dans toutes les enceintes universitaires : c'est là l'instrument sans faille de leur domination, l'artifice qu'ils utilisent pour exercer ce qui s'apparente de plus en plus à une censure [Lutte des castes, qui est une sorte de lutte des classes, par exemple entre Professeurs et Maître de conférences, sans parler de la plèbe des non-titulaires.]

Selon ce système nouveau, de grands économistes français hétérodoxes, tels Michel Aglietta ou Robert Boyer, nous dit-on, ne pourraient plus être professeurs.

« C'est comme si, soudainement la nature de l'activité scientifique avait muté : ce qui n'était qu'un instrument d'évaluation est devenu le but lui-même. Il ne s'agit plus de participer au progrès du savoir, mais de publier dans les revues dites d'excellence » [E] : le but final étant d'accéder à un club de privilégiés mieux rémunérés].

« La pression à publier dans les grandes revues finit par l'emporter sur tout autre objectif, au-delà du raisonnable... L'autocensure et les concessions nécessaires pour être publié dans les revues qui comptent » amènent à « enrober » ce qui est sensé dans des « machins » qui ont pour but de « rendre l'article respectable ».

Dans une telle foire d'empoigne des écornifleurs et colporteurs de marchandises en tous genres, l'évanescence de toute forme d'esprit critique, résultant aussi bien de la déchéance insurmontable de l'enseignement général que de la complicité objective que lui a apporté depuis les années 1960 dans la corporation des philosophes le développement d'une véritable « antidialectique », un tel état de choses comporte désormais l'impossibilité pour le public de juger si peu que ce soit, selon le maniement des opposés, le traitement du pour et du contre, propre à la pensée naturelle, le bien-fondé de la logomachie économique dont l'assailent en permanence les médias, n'en déplaise aux directeurs de consciences des hebdomadaires de proclamer désormais dans le désert que « la démocratisation de la pensée économique demeure un enjeu fondamental pour la société. »

\*

Je pensais en avoir fini avec le thème précédent de « madame la ministre de l'enseignement privé », mais voilà que le numéro suivant n° 943 de Marianne annonce encore :

« Réforme du collège. Le débat continue dans Marianne » (n° 943 du 15-20/5/ 2015, 46-50).

Dans le même temps, rien ne bouge depuis plusieurs semaines au *Nouvel Observateur*.

De toute évidence, ce débat est difficile, engendre un malaise, suscite des discours tendus comme s'ils cherchaient les mots justes sans parvenir à les trouver. On dirait le combat de Don Quichote contre les moulins à vents, ou encore un « combat de nègres dans un tunnel » (Alphonse Allais).

De toute manière, c'est Don Quichote qui a d'une certaine manière raison, mais il ne parvient pas à le démontrer, et Sancho Pansa le trouve évidemment ridicule.

Il faut donc y aller, en s'accrochant à toutes les prises sur la paroi.

Le dossier commence par une « Lettre ouverte au président qui renie Jules Ferry » signée par Natacha Polony.

C'est le style français contemporain. Quand les choses vont très mal, on adresse une « doléance » à l'endroit du « monarque républicain ».

On n'imagine pas que jamais Montesquieu, Voltaire, Diderot, Rousseau aient pu faire la même chose à l'égard de Louis XV. Mais pourquoi donc ?

N. P. parle de la potion administrée à l'école française « depuis trente ans ». Non ! Les propos cités plus haut de Gilbert Simondon montrent bien que les choses roulaient sur les bonnes rails avec les « classes nouvelles » de 1945, transformées en « classes pilotes » en 1952. Mais à partir de 1954, les propos du même auteur montrent que, pour lui, déjà, les choses ne vont plus bien du tout.

1954 : c'est l'année de Dien-Bien-Phu (novembre), et le début de la guerre d'Algérie (janvier 1955).

La liste des Ministres français de l'Éducation Nationale entre 1945 et 1958, puis après le coup d'État, donne en succession de vitesse variable parfois ultra-rapide (4 en un an !) une liste de personnages dont la plupart des patronymes n'ont pas laissé un souvenir impérissable : René Capitant (mis par De Gaulle à la place de Wallon : 1944-1945), puis Giacobbi (1945-1946), Naegelen (1946-1948), Depreux, Delbos, Revillon (1948 ; 4 en 1 an !), Delbos (1948-1950), Morice (1950, 10 jours !), Lapie (1950-1952), André Marie (1952-1954), Berthoin (1954-1956), Billères (1956-1958), Bordeneuve, Berthoin (1958), puis après le coup d'État : Bouloche (1959), Debré (1959-1960, 2 mois !), Joxe (1960), Guillaumat (1960-1961), Paye (1961-1962), Sudreau, Joxe (1962, 3 en 1962 !), Fouchet (1962-1967), Peyrefitte (1967-1968), Pompidou (1968, 3 jours !), Ortoli (1968, 2 mois !), Faure (1968-1969), Guichard (1969-1972),

Fontanet (1972-1974), Haby (1974-1978), Bleulac et Saunier-Seité (1978-1981), **Savary** (1981-1984), Chevènement (1984-1986), Monory (1986-1988) et **Devaquet** à l'Enseignement supérieur (1986-1987), Jospin (1988-1992), Lang (1992-1993), Jospin (1991-1993), **Bayrou** (1993-1997) – affaire du Smic jeunes de Balladur en 1994, Fillon (mai 1995, 2 jours à l'Enseignement supérieur et à la recherche : ne riez pas), Allègre (1997-2000), Lang (2000-2002), Ferry (2002-2004), Fillon (2004-2005), **De Robien** (2005-2007) – affaire du CPE de Villepin en 2006, Darcos (2007-2009), Chatel (2009-2012), avec Pécresse à l'Enseignement supérieur et à la recherche entre 2009-2011, puis Wauquiez entre 2011 et 2012, Peillon (2012-2014), Hamon (2014, 4 mois !), Vallaud-Belkacem (2014-).

De 1944 à fin 1958 (100 mois), on aura 14 ministres avec une durée moyenne de 7 mois.

De janvier 1959 à avril 1969 (124 mois), on aura 12 ministres avec une durée moyenne de 10 mois. Rien n'a donc changé, au moins dans l'Éducation Nationale, malgré la dénonciation récurrente par De Gaulle de l'instabilité du régime des partis. On sait aussi que la Guerre d'Algérie a duré aussi longtemps après qu'avant la prise du pouvoir par De Gaulle.

D'avril 1969 jusqu'au jour actuel (553 mois), on a 25 ministres, y compris ceux de l'Enseignement supérieur venant à partir d'un moment doubler celui de l'Éducation nationale proprement dit (1981). Ce qui représente une durée moyenne de 22 mois, soit sensiblement plus longue – au moins le double – que ce qui se passait sous la IV<sup>e</sup> République et sous la période gaullienne, et qui ne laisse pas de surprendre. C'est donc peut-être pendant toute cette période de 1945 à 1969 que l'entreprise de démolition concertée de l'Éducation nationale, en tant qu'ambition d'appliquer le programme du Conseil National de la Résistance, aura eu les effets les plus destructeurs, ce dont justement le crise de mai 1968 devait être le révélateur, ne concernant pas seulement l'Université, comme on le croit toujours, mais l'ensemble du système de formation de la jeunesse. Depuis 1969, les démolisseurs n'ont eu qu'à finir le travail.

Or, c'est bien de cela dont nous parlent les propos désabusés et prémonitoires de G. Simondon dès 1954.

Les personnels politiques préposés à l'Éducation dans la période 1945-1959 ne sont pas franchement des gens de droite, loin de là ; souvent des radicaux de température variable, dont la carrière navigue plus ou moins avec la SFIO : Revillon, Morice se disent simplement radicaux, André Marie radical de droite, Berthoin et Billères radicaux de gauche, Giacobbi, Delbos, Bordeneuve sont des radicaux socialistes tous terrains, tandis que Naegelen, Depreux et Lapie sont SFIO.

Il existe un article Wikipédia sur les « classes nouvelles 1945-1952 ». Sur ce sujet des avatars de la réforme de l'enseignement après 1945, il faut consulter deux articles d'Henri Wallon *Œuvres 4 1938-1950*<sup>2</sup>, *Œuvres 5 1951-1956*<sup>3</sup>, figurant dans la récente réédition (É. Jalley-P. Wallon) des écrits manquants d'H. Wallon en 7 volumes (3 200 pages) chez L'Harmattan.

Le premier texte, de janvier 1948, informe que des « classes nouvelles », en conformité avec les idées d'H. Wallon, ont été créées avec la caution du Directeur de l'Enseignement du Second Degré [E] : ceci bien que le Plan-Langevin-Wallon n'ait pas été ni jusqu'alors ni par la suite l'objet de la moindre reconnaissance officielle].

Le second texte, daté de 1951 et qu'il faut aller voir (16 pages), nous avertit que « la réforme de l'enseignement est en suspens depuis la libération : depuis les années 1944-1945 », que la pratique des « méthodes actives » dans les « classes nouvelles » ne saurait tenir lieu de « véritables options ».

C'est que les difficultés politiques sont très grandes. Le contexte d'alors est celui de la « guerre froide » (depuis 1947). La France s'évertue par ailleurs à reformer son clivage historique traditionnel en deux grands blocs : la droite (la démocratie chrétienne du MRP, alliée au RPF gaullien (été 1947) encore plus droitier – c'est à peu près le FN de l'époque) se regroupe derrière la personnalité du général De Gaulle, ceci pour faire bloc contre la menace du PCF, « le parti des fusillés »<sup>4</sup> et « le plus grand parti de France » (avant le déclin irréversible d'après 1968).

Quant à eux, les dirigeants socialistes participent à l'organisation d'une « troisième force », et mettent en pratique leur formule favorite du

---

<sup>2</sup> N° 140. « Principes généraux de la réforme de l'enseignement », *Bull. Soc. Fr. Pédag.*, 1948, 79, 26-52 ; p. 328.

<sup>3</sup> N° 173. « Où en est la réforme de l'enseignement », *Cab. laïques*, Paris, 1951, 5, 1-20 ; rééd. in *Bull. Assoc. Fr. des Psychologues Scolaires*, 1967, 5, 21-28 ; 76.

<sup>4</sup> 100 000 résistants sur 400 000 (le quart) ont perdu la vie, dont la plupart (76 000) communistes. Sur les 50 millions de victimes de la Deuxième Guerre mondiale, 26 millions ont été des Russes, dont 9 millions de soldats, contre 300 000 américains, certes bienvenus au dernier moment. Le moraliste aurait à se demander en quoi nos démocraties conservatrices ont mérité de survivre à cet injuste et cruel triomphe de la grande mort, du méga-massacre des « pauvres », de ceux surtout du côté des « rouges ». Une autre ironie de l'histoire est qu'à l'origine l'expression de « Front National » a désigné l'organisation créée par le PCF à partir de la résistance pour unifier l'ensemble des forces de la gauche, et d'abord autour du CNR. Ce que presque tout le monde ignore aujourd'hui, peut-être même les Le Pen, et qui ne ferait plus rire personne.

gouvernement « triparti », éventuellement présidé par le MRP<sup>5</sup> (1945-1946). Le roué Daniel Mayer est aux manettes, fatal chaînon de transition dans la SFIO entre Léon Blum et Guy Mollet. Les ministres communistes ont été évincés du gouvernement en 1947.

Alors, le système institutionnel d'une grande fragilité naturelle de l'enseignement va sans surprise être la première victime de cette lutte sociale inexpiable entre les deux blocs. Jacques Lacan disait vers les années 50-60 qu'il n'existait que deux partis en France : les communistes et les catholiques, dont il avait souci, sans lui-même s'engager nulle part, de prendre régulièrement le pouls, via des familiers mieux informés que lui, par simple intérêt sociologique.

On a souligné plus en noir les points critiques relevés dans l'histoire de l'Éducation Nationale par J. Julliard dans son éditorial du N° 941 du 1-7/5/2915. Il nous fallait remonter plus haut.

Du reste, il serait intéressant d'étudier le type de formation initiale de ces ministres de l'Éducation SFIO et radicaux. Aujourd'hui, le paradigme exclusif dominant des sciences politiques et économiques dans la culture de base des personnels politiques (ENA, HEC, et d'ailleurs pour une tranche de plus en plus mince d'entre eux) les rend totalement inaptes à la prise en compte des critères et normes en valeur dans les universités littéraires, scientifiques (sciences humaines et sciences dures). L'une des sources du « cancer » réside dans cette profonde incompétence.

\*

Revenons aux propos de Natacha Polony.

Ce sont toujours les mêmes mots, dit-elle : « donner du sens », « individualiser », etc.

« Ces gens » qui s'échinent à priver le peuple de connaissances le feraient « par intuition de leur propre carence » ? Oui, c'est la « passion de l'ignorance » dont a parlé Lacan. Goebbels parlant de tirer son pistolet quand il entend parler de culture. J. Rancière a aussi écrit quelque part qu'il s'agissait d'humilier ceux qui savent, les enseignants, les intellectuels. C'est là que l'invocation de la démocratie peut rejoindre un certain esprit de crapulerie (tout ceci est bien expliqué par Platon, *passim*).

La ministre, nous dit-on encore, aurait traité de « pseudo-intellectuels » des académiciens et des penseurs préoccupés de la radiation de la culture antique.

---

<sup>5</sup> Jacques Duclos, François Billoux et col. : op. cit., pp. 475, 478. Voir également Jacques Fauvet et Alain Duhamel : *Histoire du Parti communiste français. 1920-1976*, 361-377, 621 pages.

C'est là encore l'oreille du loup, en l'occurrence le mauvais courant de la pensée d'extrême droite qui a toujours existé en France depuis la Révolution Française, comme un vilain fil brun dans le tissu de la mentalité nationale, et dont j'ai plusieurs fois produit la liste des principaux champions. Un tel phénomène de résurgence n'a rien d'étonnant, en période de crise, dans un pays en réalité de fond très conservateur. Le fond n'est pas situé profond, et ressort bien vite. Chassez le naturel, il revient à grands pas. Même les anges à certains moments peuvent à l'occasion et comme par inadvertance tomber dans la fange. Il leur faut alors en sortir, pour se doucher avant d'aller se rhabiller<sup>6</sup>.

La ministre présente « sa calamiteuse réforme » comme « un combat de la « gauche » contre « la droite », de l'égalité contre « l'élitisme » ».

Freud nous a appris, par exemple dans l'interprétation d'un rêve, d'un lapsus, etc. qu'il fallait parfois comprendre le contraire pour trouver la pensée latente sous le discours patent. Si on lit ainsi le propos de la ministre, tout s'éclaire. Essayez pour voir, c'est très amusant.

En particulier, quand la réforme est présentée comme un projet sincère de « mixité sociale », c'est exactement du contraire dont il est question, s'agissant de faire gober le clivage de la société entre ceux d'en haut et ceux d'en bas.

S' « il faut aller au fond des choses... avec cette nouvelle réforme se met en place la phase terminale et métastasée de l'entreprise de démolition de l'école républicaine », au profit d' « une fabrique de consommateurs-producteurs adaptables aux aléas du marché du travail en économie mondialisée. »

Métastase, oui, j'ai déjà parlé à plusieurs reprises de cancer généralisé de l'Éducation nationale, et il en va de même des réformes qui prétendent y remédier, elles sont elles-mêmes prises, saisies et happées dans ce cancer institutionnel.

---

<sup>6</sup> Dans mes écrits précédents, j'ai déjà parlé de la pensée conservatrice du XIXe au XXe siècle. À plusieurs reprises aussi, j'ai déjà produit la liste des principaux représentants d'une tradition continue de la pensée droitiste française : De Bonald, De Maistre, Lacordaire, Montalembert, Guizot, Dupanloup, Comte, Général Boulanger, Drumont, Daudet, Barrès, Maurras, Action française, Camelots du Roi, Croix de Feu du Colonel de la Roque, Laval, Pétain, Laval, Darlan, Doriot, Déat, Brasillach, Bardèche, Vallat, Darquier de Pellepoix, Drieu La Rochelle, Tixier-Vignancourt, Soustelle, Challe et l'OAS, Sidos, Poujade, Le Pen (*La Guerre de la psychanalyse. Hier, aujourd'hui, demain*, L'Harmattan, 2008, 310, 412 ; *Psychanalyse et psychologie. Interventions 2008-2010*, tome 2, pp. 85-86).

Ce qui manque, ce qu'il faudrait, c'est une critique de fond de l'« american way of life and thinking », qui a été un thème récurrent de la pensée lacanienne, laquelle demeurera l'un des plus importants témoignages de la culture française du XXe siècle.

L'européen Lacan a depuis 50 ans déjà instruit un procès très sévère contre l'ensemble de la civilisation américaine - institutions et idéologie - et c'est ce qui est en question aujourd'hui, avec l'aliénation généralisée de la conscience collective dans l'Idéal du Moi états-unien.

Voyez donc par exemple dans Lacan la liste de ses têtes de turc :

« L'idéologie de la liberté : théorie du moi autonome, humanisme, droits de l'homme, responsabilité, anthropomorphisme, idéaux, maturation instinctuelle, etc.

« L'idéologie de la libre entreprise : American Way of life, human relations, human engineering, braintrust, success, happiness, happy end, basic personality, pattern, etc » (Écrits, 1966, 902).

Or justement, tout ce qui vient des USA est a priori bien, positif, valorisé et valorisant, sympa. Le vice est dans la tête, et peu de gens, surtout parmi les jeunes, comprennent en quoi s'adapter à un tel idéal social, ce ne serait pas *good*, mieux en tout cas que l'horreur du socialisme, surtout niveleur et partageux. L'aliénation, mot inventé par Hegel (*Entfremdung*), repris par Marx et par la psychopathologie, cela consiste à se prendre pour un autre, ou un autre pour soi, les deux moments projectif et introjectif étant souvent mêlés.

La question des « programmes d'histoire » va dans le même sens que la radiation de la culture antique. Il s'agit d'une « machine à décerveler » (Alfred Jarry : *Ubu roi*), en coupant les gens de leur passé, de toute histoire, comme le voulaient en définitive, à l'insu même de leur plein gré, les papes du structuralisme. On aura des chiens décervelés, comme en préparait dans son laboratoire le physiologiste Sherrington, afin de démontrer « la rigidité de décérébration ». Coupés de toute espèce de passé, et de ce fait même de tout avenir, les gens n'auront plus qu'à vivre dans le présent. C'est la « mens momentanea », l'esprit du moment, dont parlait Leibniz à propos de son automate spirituel (automaton spirituale). Prends le moment comme ça vient, mec ! Cool !

Il ne faut plus qu'il y ait d'avenir, en tout cas pas de perspective d'un nouvel avenir social, plus d'espoir d'une nouvelle organisation de la société, autre que celle générée par l'activité sismique, volcanique, incontrôlable de l'hyperpuissance que représente le capital financier.

C'est l'idée dans l'air « depuis trente ans », certes, depuis Ronald Reagan (1881-1989) et Margaret Thatcher (1917-1992) : *no alternative*. Il faut passer par leurs Thermopyles, ou baisser le dos sous leurs fourches



caudines. Mais pardon pour ces références antiques, qui doivent désormais être bannies. L'impossibilité de prendre barre sur la capital financier, telle est l'idée à la mode depuis le tournant des années 80-90, celles des traductions de Friedrich Hayek, l'auteur favori de Delors, de la pensée tiède (Perry Anderson 2004), du « penser à droite » (Terray 2012). En fait, le tsunami n'est pas ravageur pour tout le monde, pas pour les émigrés des paradis fiscaux.

« Escroquerie », nous dit-on encore, de vouloir présenter comme viable et réformable par les mêmes « vieilles lunes pédagogiques » un « système scolaire français devenu en vingt ans [1995 ?] le plus inégalitaire du monde, celui où les pauvres ont le moins de chances de réussir », ainsi que le montrent les classements Pisa qui sont « notre honte ».

Rue de Grenelle, survivent à tous les régimes des « experts » qui diffusent « une vulgate imprégnée d'idéologie managériale et de culte de l'évaluation. Les petits comptables ont remplacé les visionnaires. Condorcet et Jules Ferry ont été pulvérisés par un *executive manager* ».

Lacan a mis le doigt assez fréquemment sur l'aliénation « managériale ». Mais le public même cultivé, et les intellectuels de formation universitaire traditionnelle (humanités classiques et modernes) n'ont pas d'idée bien claire de ce que sont le management et l'idéologie qui l'entoure.

Si l'on consulte un ouvrage comme *Management. Aspects humains et organisationnels* (PUF, fondamental, 1991), on comprend vaguement que c'est Sciences Po, HEC et l'ESCP qui ont pris le pas sur les grandes Ecoles napoléoniennes traditionnelles (Normal Sup et Polytechnique).

Les « philosophes » de métier n'ont aucun intérêt pour ces questions et la « philosophie politique » qu'ils concoctent encore à l'occasion, n'y comprend rien. Sauf à entendre que dans la République de Platon, c'est le ventre, l'artisanat, le commerce, le désir impur de l'argent, qui ont pris le pas sur le cœur, où siégeait le courage du guerrier, et sur la tête, où se logeait l'intelligence du philosophe-roi – qui n'a à peu près jamais existé sauf Marc-Aurèle et Frédéric le Grand.

Vient alors l'affaire des « compétences » dont la généalogie idéologique est de fait très suspecte. Le terme vient de la grammaire générative de Chomsky, à la mode toujours dans ces années 80. Et il a subrepticement hérité de notions plus anciennes abandonnées par la psychologie différentielle : exactement celles d'« aptitude » et de « capacité », qui ont jadis donné lieu à des débats sans issue. Il y a même eu à un moment, dans les années 1975, un débat public sur la question des « dons » héréditaires (Bach ? Mozart ?) et de leur rapport avec les

facteurs de « milieu » et d' « apprentissage ». Seuls les spécialistes très compétents en psychologie universitaire savent que la notion de compétence n'est qu'un vieux cheval de retour. Alors que les nouveaux venus de l'administration académique qui bassinent le public avec cela n'en ont pas la moindre idée.

L'ensemble de ce réseau d'idées a rapport, nous dit-on également, avec un univers particulier de connotations : instances internationales (OCDE, Union européenne), l'éducation comme performance dans le cadre d'une économie mondialisée, ou aussi bien comme « service rendu aux entreprises », ou encore préparation au « monde de demain » [Fritz Lang, Aldous Huxley, Orwell], vision utilitariste et comptable, une interdisciplinarité dévoyée asservie au prétexte du déploiement de compétences diverses.

\*

Avec l'utilitarisme, on sait où l'on est depuis longtemps, avec l'arithmétique des plaisirs du juriste anglais Jeremy Bentham (1748-1832), contemporain de l'économiste écossais Adam Smith (1723-1790) – lui l'inventeur véritable du libéralisme économique, Bentham le maître des philosophes associationnistes et économistes James (1773-1836) et Stuart Mill (1806-1873), l'inspirateur enfin du « pragmatisme » du philosophe et psychologue William James (1842-1910). Cela a commencé avec l'insulaire Locke (1632-1704), le philosophe empiriste libéral, contre les rationalistes continentaux Descartes et Leibniz, champions de l'optimisme moral mais innocents de toute complicité avec l'invention d'une politique close du pouvoir absolu (Hobbes) ou alors ouverte sur le libéralisme (Locke, Smith), qui sont en fait l'avant et le revers de la même monnaie.

L'utilitarisme, le pragmatisme, le libéralisme économique, l'empirisme sensualiste et associationniste, *all the same*, tout cela c'est le même monde. Reste à caractériser un peu mieux le dernier de ces animaux.

L'empirisme associationniste, d'abord britannique, puis nord-américain, s'oppose trait pour trait au rationalisme dialectique européen. Voyons mieux.

Primat du fait perçu (voire mesuré comme donnée brute) sur l'idée, la catégorie, le jugement.

Primat de l'analyse sur la synthèse. Diviser le cerveau pour empêcher de maîtriser par la pensée. Aliéner dans le détail.

Primat de l'équilibre sur le déséquilibre, sur le conflit, la contradiction, la dialectique interne des opposés. Tout système tend de soi à l'équilibre. L'obstacle vient toujours du dehors, des autres. Le mal ne

vient pas du dedans, mais toujours du dehors, au mieux comme une malchance, mais souvent aussi comme l'effet d'un complot. C'est ce que Lacan appelait le principe de la connaissance paranoïaque. Le chômage de masse par exemple n'est qu'un accident de parcours externe.

Primat de la réceptivité, de la passivité, de la statique sur la spontanéité, l'activité, la dynamique. L'homme est une machine, faite pour servir, obéir surtout, jouir un peu mais pas trop.

Pour caractériser le rationalisme, inverser les termes.

Il y a là deux philosophies qui ne s'entendent pas : la première est la philosophie du commerce, de la technique, du management, la seconde la philosophie de la culture, des lumières, en l'occurrence de l'esprit et de la science.

Dans le débat traditionnel depuis l'Antiquité jusqu'aux temps modernes, la philosophie européenne a toujours donné raison au rationalisme contre l'empirisme, même s'il a existé des philosophes empiristes de grand talent (Gassendi, Locke, Hume).

La philosophie américaine, c'est parfois un peu plus compliqué, mais rarement et aujourd'hui du passé (C. S. Pierce (1839-1814), W. James (1842-1910), J. Royce (1855-1916), J. Dewey (1859-1962)).

J'ai parlé ailleurs en plusieurs endroits de la philosophie anglo-américaine, notamment à propos de l'affaire de la nouvelle bible scientifique en psychopathologie et psychiatrie (DSM V), et je n'y reviens pas : positivisme logique, philosophie analytique, philosophie de l'esprit, et tutti quanti (Jalley, CRP 2007, SM1 2011 :

Russell, Moore, Ayer, Wittgenstein, Ryle, Acton, Dennett, Davidson, Parfit, Carnap, Strawson, Austin, Searle, Anscombe, Kenny, Putnam, Fodor, Pylyshyn, Marr, Smart, Armstrong, Borst, Block, Churchland, Kim, Quine, Kosslyn, Goodman, Lewis, Haugeland, Woodfield, Rovane, Reid, Nagel, Libet, McGinn ; voir Wikipédia).

Quel fatras !

En réalité, l'âme noire est l'âme véritable du peuple américain, qui rachète la mauvaise foi (Sartre) à peu près complète de l'âme blanche. Toute la douleur profonde du monde, son lyrisme mélancolique, sont dans les musiques King Oliver, Louis Armstrong, Fats Waller, Coleman Hawkins, Lester Young, Duke Ellington, Charlie Parker. Pas dans ce que les groupes blancs en ont par la suite caricaturé, avec leurs guitares sonores mais monotones. Dans leur cinéma, j'aime beaucoup Fred Astaire et ses merveilleuses partenaires (Cyd Charisse). Le reste, je le laisse à qui en voudra, même si on le droit de n'être pas d'accord avec moi.

Maintenant, avec ce qui se passe autour de ce débat touchant la réforme de l'enseignement, c'est bien l'idéologie nord-américaine qui tire la sonnette sans relâche à la porte, depuis les années 80 surtout,

exactement avec l'arrivée de Mitterrand au pouvoir. Mais bien avant déjà, avec leur Plan Marshall (1947). Et ce sont les psychologues qui se sont précipités jadis les premiers, dès les années 1950 (Lagache, puis Fraisse) dans pareille aliénation, bien avant l'adoption de l'économie néo-libérale en France, qui est venue plus tard. Ce qui pose un problème d'explication historique.

Or cette philosophie du commerce, on peut trouver cela rasant, insipide, abêtissant, rabaissant, aliénant. Que l'on ne nous fasse pas croire que *no alternative*.

Oui, « c'est bien la gauche qui a commencé le mouvement », qui aboutit de nos jours à « fabriquer des ignorants satisfaits, à l'aise à l'oral », souvent des « apprentis » qui ne savent pas « écrire sous la dictée » par exemple une recette de cuisine.

« Droite et gauche ont depuis trente ans [1985, Mitterrand-Chevènement ?] abandonné l'idée héritée de l'humanisme [assassiné par ailleurs par les grandes vedettes du structuralisme dès 1960] et des Lumières. » Leurs alternances électorales ont présidé à cette « lente descente aux enfers », qui prive « les pauvres du seul bien qui leur restait, l'école républicaine ».

Eh bien, qu'on leur donne de la brioche, pardon, du privé.

À son tour, dans ce N° 943 de *Marianne*, le linguiste Bentolila formule au roi sa doléance concernant « l'illusion numérique ».

Il faut posséder, avance-t-il, une vraie capacité d'analyse pour ne pas se perdre dans le dédale d'informations proposées par les banques de données numériques. En elles-mêmes, elles ne sont pas « le remède miracle contre la fatalité de l'échec ». Et même le numérique accentuera la différence entre « les élèves les moins formés » et « l'élite ». L'entrée du numérique à l'école impose au contraire « une exigence encore plus grande... Précipiter des élèves fragiles et des maîtres mal formés dans la voie du numérique ne fera qu'aggraver la fracture culturelle actuelle. »

La prétendue commodité d'accès à « toute la connaissance du monde » peut aussi bien entraîner des « habitudes de picorage ponctuel d'informations éphémères ». Par ailleurs, c'est en cultivant chacun sa mémoire que l'on construit à la fois sa singularité intellectuelle et son appartenance à une communauté de culture et de savoirs. Transmettre, c'est faire un tri, plutôt que se fier à « l'apparente puissance informative du numérique ». Loin de faire du maître « un gentil animateur », le numérique suppose que « le maître doit, aujourd'hui comme demain, garder la main. » Au lieu de distribuer des « tablettes » à tout va, le numérique devrait d'abord servir à « former les maîtres », pour leur faciliter « l'analyse des compétences des élèves et la pertinence des choix

pédagogiques ». Cependant, « de plus en plus sophistiquées et de plus en plus inutiles, applications et fonctionnalités découragent les meilleures volontés des pédagogues. » L'idée est pour le moins saugrenue d'initier les enfants de CE1 au codage informatique, sous forme d'une espèce de jeu « automatique dont ils ne tireront aucun bénéfice intellectuel. »

Le recours au numérique peut bien être « le dernier gadget de responsables à court d'idées... pour calmer les inquiétudes des parents », après « la suppression du redoublement, l'abandon des notes et l'improvisation théâtrale ».

Un dernier intervenant, Roland Hubert, cosecrétaire général du Snes-FSU, interpelle : « Quel gâchis ! »

« Une réforme paresseusement inspirée des recommandations de l'OCDE pour une « école Pisa » [Si au moins elles pouvaient être suivies d'effet !!] à l'opposé des ambitions culturelles et sociales de Condorcet ou du plan Langevin-Wallon... Des instruments de tri » avec en prime une démagogie du « concret » et du « pratique » pour sortir les élèves d'un « prétendu ennui ».

Et, « il est toujours de bon ton pour paraître progressiste d'accuser le second degré de tous les maux. »

La ministre n'a « pas pris la peine de mettre en débat ses réponses et taxe, au mieux, tout début de contestation de ses choix de conservatisme ou d'immobilisme ». Souvent dans de pareilles affaires, et toujours selon la méthode freudienne du renversement dans le contraire, c'est celui qui le dit qui y est.

De toute manière, « les enseignants ne veulent pas passer plus de temps en réunion qu'avec leurs élèves » [E] : Une porte néfaste de ce genre s'était ouverte depuis longtemps dans l'Enseignement supérieur avec le décret Savary de sinistre mémoire de 1984].

La « conception technocratique » du nouveau projet se perçoit dans « l'invention de ces enseignements pratiques interdisciplinaires ». De toute manière, le projet ne donnera aux enseignants « ni les outils ni les conditions matérielles pour lutter efficacement contre les insupportables inégalités sociales et scolaires ».

Il s'agirait d'écouter les personnels, « pour construire, avec et non contre eux, les évolutions nécessaires du collège ».

Le discours du syndicaliste est bien venu, mais un peu convenu. On s'étonne, puisque de toute manière il été question plusieurs fois et à bon escient dans ce dossier suivi sur plusieurs numéros de « honte » (J. Julliard, Natacha Polony) qu'il ne stigmatise même pas dans la nouvelle réforme l'absence honteuse de toute idée d'augmenter les salaires des enseignants. Les collaborateurs lambda d'un cabinet ministériel gagnant

bien aux environs des 7 000 euros, et encore sans les « primes » servies en sous-main dans les ors de la République (dans un numéro antérieur de *Marianne*, et à vérifier).

\*

J'ai parlé dans mon précédent ouvrage sur *Thomas Piketty* (tomes 1 et 2, L'Harmattan, 2014) d'un certain nombre de livres récemment publiés par des autorités reconnues de la mediasphère, et formulé la déception qu'ils m'inspiraient par le caractère d'« opinion » plausible et improvisée (doxa) – à intention de capturer et de séduire un public las de toutes les (pro)thèses – qui présidait à leur rhétorique : Bruno Latour 2012, François Dubet 2013, Marcel Gauchet et col. 2014 (*Thomas Piketty* 1, 237-243, *Thomas Piketty* 2, 128-132, 137-143). Je ne peux pas y revenir ici.

L'un des symptômes de la crise culturelle française, est que, devant la carence épistémologique croissante des philosophes dans le champ des SHS (sciences humaines et sociales), ce sont les « sociologues » qui souvent prennent le relais sans complexe, quitte à lâcher en toute inconscience les bourdes les plus inconséquentes. C'est le cas dans le domaine de l'éducation, mais aussi par exemple dans la question limitrophe de la théorie du genre (Bereni, Fassin, Héritier), résurgence inaperçue de tous de l'antique débat en philosophie sur « nature/culture » (Platon, Aristote, Épicure, Stoïciens, Rousseau, Hegel, Marx), y compris ses solutions classiques et précontraintes.

Platon justement est l'un des plus grands philosophes, et on peut penser que sa métaphore de la cité divisée entre les trois niveaux : ventre, cœur, tête, reflète assez bien le type d'organisation sociale qui cherche sa légitimation dans le genre de débat contemporain que l'on vient d'examiner : ceux d'en bas, ceux du milieu et ceux d'en haut.

Ceux du milieu, la classe moyenne, sont assez bien à leur place, au niveau du cœur, de la colère, de l'esprit de la guerre. Car ce sont d'eux en définitive que dépend la préservation (ou de l'évolution) de l'ordre social, comme des « guerriers » de Platon, c'est au niveau de leur « décision » que se tient le point de bascule, c'est à leur étage que se gère l'ambition d'avoir plus, d'être mieux, de monter plus haut, en un mot de bouger. Ceux d'en bas sont résignés, et savent aujourd'hui qu'ils n'ont plus aucune chance d'un mieux-être. Ceux d'en haut savent eux, qu'ils n'ont plus qu'à laisser faire pour avoir encore bien plus (Piketty passim). Bière qui roule amasse bien mousse. Ce sont bien ceux du milieu qui décident du résultat final, parfois à 1 ou 2 points près, de ces mascarades électorales, où l'enjeu serait « du » changement mais sans « le » changement, et sans que personne ne voie la duperie d'un pareil

sophisme, « l'escamoteur » (tableau de Jérôme Bosch, reproduit dans le Séminaire XIX 1971-1972 de Jacques Lacan, p. 252, Seuil 2011).

Il faut revenir, pour le stigmatiser de façon plus essentielle, sur le mécanisme d'aliénation fonctionnant dans le système universitaire par le biais de la Police académique aux manettes de l'appareil des revues à comités de lecture, et dont on a donné des descriptions à propos de la psychologie et de l'économie. Cette aliénation, mise en jeu et contrôlée par de petits groupes de pression auto-cooptés, de petits lobbys d'automates imbéciles, engendre la soumission à un conformisme de perroquet, la conformisation contrainte et forcée à une banquise de la « pensée unique » (*mens unica*), le formatage en fonction d'une doxa collective monolithique, étendue à partir de l'espace universitaire, et à travers celui de la média- et de la blogosphère, à tout l'espace social. L'ensemble de ces espaces emboîtés fonctionnant en interaction.

Or, cette *mala mens unica*, l'envers de la *bona mens* (« bon sens ») de Descartes, ne touche à rien de vrai, ce n'est que du vent, du « bavardage » (*Gerede* dit Heidegger), de l'idéologie, mais faite pour recouvrir et dissimuler un réel : le Léviathan, l'homme loup pour l'homme (*homo homini lupus*), le pouvoir de Big Brother et la tyrannie du Veau d'or. Quoi donc d'autre ?

Calliclès, l'élève des Sophistes - les profs en com de l'Antiquité, le sait déjà parfaitement dans le *Gorgias* de Platon. Les anglais Hobbes et Bacon (sa théorie des « idoles ») n'ont pas oublié la leçon.

Une amie, qui est l'auteur de plusieurs ouvrages estimables, et dont je tairai le nom, me dit avoir pris la décision de l'exil, pour ne plus supporter ce qu'elle appelle le climat « préfasciste » de la France, et ne pas devoir participer à l'horreur qu'elle prévoit devoir inévitablement s'installer dans ce pays.

Elle pense que « c'est trop tard », et elle a raison. Je ne suis pas le premier à avoir parlé de pays « moisi » (Sollers), mité, miteux, en miettes, transi dans l'amnésie. La marée montante, comme inexorable, de l'extrême droite, avec la sympathie de moins en moins dissimulée de la droite classique, c'est dit-elle, le « retour du refoulé », oui, du refoulé Pétain-Vichy. La manif des « Je suis Charlie » n'est qu'une grande crêpe qui a retombé, et sans lendemain, ambigu en tout cas, comme l'ont dit certains. Le « monstre doux » est déjà là (Raffaele Simone).

Préfascisme ? Car, enfin, tout de même, cette histoire du conformatage universitaire par le système des revues à comités de lecture, cela n'existait en aucune manière sous Pétain. Jamais son Ministre de l'Éducation, le latiniste Jérôme Carcopino n'avait, n'aurait

imaginé un truc pareil. Une clef à remonter les cerveaux à ressort des poupées mécaniques.

Ce qui est étonnant, c'est que la chose ne parvienne pas à être formulée, bien nette, toute crue, par trois ou quatre intellectuels de renom, qui se sont toujours situés « à gauche » et sont bien connus des médias. Je tairai les noms de ces « honorable men ». Ne se rendent-ils pas compte ? Ou estiment-ils que c'est foutu ? Ou est-ce qu'ils s'en moquent, vu leur âge, et pour disposer de l'aisance matérielle qui leur permettrait le moment venu, de se retirer tranquillement dans leur cabane blindée ?

Certains crient même assez fort, en tournant autour du pot, mais sans arriver à dire « quel nom » au juste à la Chose (*das Ding*). Mais c'est presque ça, mais sans y être vraiment.

\*

Mais, que pourrait-il bien y avoir de « fasciste » dans le projet de nouveau collègue qui nous est présenté ?

Eh bien, l'idée perverse, vicieuse, mal intentionnée, d'une malice machiavélique, l'idée vraiment basse, sous prétexte de prétendue « démocratie » combattant les « élites » (c'est se f.... du monde..., car c'est en réalité le contraire), d'abaisser le niveau d'exigence du Collège surtout républicain, en somme d'abêtir encore un peu plus les enfants de la classe d'en bas (des 50 % sans patrimoine, selon Piketty), d'en faire une génération de moutons, de chevreaux, de bassets peut-être, leurs parents étant déjà des veaux. Une fois arrivés à la fin de la troisième, on prendra alors prétexte de leur niveau débile – vous verrez le prochain classement Pisa, après les prochaines présidentielles – pour en envoyer le maximum dans l'enseignement « professionnel ». Tandis que ceux de la classe d'en haut se seront, pense-t-on, tirés d'affaire à fréquenter les établissements de l'enseignement privé. Mais lui aussi n'est plus si loin d'être aussi mauvais que son frère disgracieux.

Rendre sciemment les gens stupides, c'est, pense-t-on, le moyen radical d'éviter un jour les « révolutions ». Oui, c'est ce qu'il y a de mieux à faire, et les classes dirigeantes françaises le savent depuis 75 ans, et ça marche assez bien.

La peur et la haine du peuple, de la tourbe des sans-rien, des « sans-dents » (*sic*), ont décidé dès longtemps, dès la seconde après-guerre mondiale, la classe des nantis à suivre la politique de modérer, brider même, dans les proportions d'une moyenne pragmatique économiquement acceptable, le développement des capacités cognitives des enfants de l'hémi-France sans patrimoine. Les personnels politiques



n'agiraient pas autrement, à moins d'en entretenir le projet de longue date.

Platon, Machiavel cultivent en des termes assez proches le thème que la doxa, la fama, l'opinion est un monstre, un fauve qu'il s'agit pour les puissants, les hiérarques, le prince, de savoir cajoler, flatter, apprivoiser, contourner, enrober dans leurs filets (le rétiaire des jeux du cirque).

Le thème inverse surgit chez La Boétie (la thèse et l'antithèse sont « vraies » toutes les deux comme toujours) que ce monstre dangereux développe le tropisme heureux d'aller se coucher en grognant aux pieds du maître. Le tout est pour celui-ci de savoir s'y prendre.

Toute la rhétorique antique (les orateurs attiques, Cicéron, Tertullien) est fondée sur cette idée d'une technique de domptage par la parole d'un public ombrageux et versatile. Le discours de Brutus après la mort de César dans Shakespeare. C'est l'art qu'enseignaient à leurs riches élèves les grands Sophistes des cités grecques. Telle est la source, à côté de la philosophie, du fameux développement en trois points.

Mais le Prince est aussi un monstre, dont l'art est de se grimer, farder, maquiller, masquer en monstre doux, mentir enfin et surtout (Machiavel, Simone).

Le vrai, c'est ce qui est « utile à la cité » (Protagoras), c'est de la foutaise, de la daube, ou plutôt un pied de biche, une pince monseigneur, un outil à forcer les serrures (les armes de destruction massive de Saddam Hussein !). Mensonge collectif utile, majorité menteuse. Le vrai ne se découvre qu'à l'homme seul, à l'écart de tous (thèse de Descartes opposée à l'antithèse empiriste régnante).

Pas besoin de concevoir des jeux vidéo où les remakes d'Héraklès ou de Thésée domptent les monstres. Regardez donc la télé de l'œil de derrière la tête de l'observateur.

L'art de « plaire » est pris en compte également par Racine, Molière. Mais il s'agit là tout de même d'autre chose. Du moins est-ce une question à débattre. Ni Corneille, ni La Fontaine ne se sont tellement occupés de ce problème.

Ce qui fait problème, c'est que les gens ne sont pas si idiots que cela, tout en se laissant avoir, captiver, capturer : tout le monde sait que les politiques sont des « menteurs », mais rien n'empêche que l'on continue à leur apporter les suffrages du corps électoral, sans bouger le petit doigt.

Tel est le poncif, dans la vieille chanson française (Piaf, Damia), d'une portée sociologique profonde, et à pensée latente somme toute très intéressante, de la pauvre et naïve jeune femme « séduite » par le mauvais garçon.

Tiens, hier (20 mai 2015), voilà François Bayrou qui appelle tout la nation à descendre dans la rue, à propos de la copie bâclée de la jeune et belle NVB. Mais il sait très bien que personne heureusement n'en fera rien. Chiche ! On a revu aussi Luc Ferry, dans une colère vraiment pré-révolutionnaire. Ce personnage de tragicomédie a réussi à faire oublier que, sous son ministère, il avait produit un petit ouvrage destiné à tous les enseignants, sur l'illettrisme où ce mot était écrit partout avec une faute d'orthographe : ille~~r~~isme (sic).

Surtout ne riez pas ! Une telle bévue n'a pas davantage compromis par le ridicule la carrière de l'intéressé que ne l'a fait la saillie sur les « sans-dents » d'une autre bête de scène. Au contraire !

Hier toujours, un intervenant à la télé (BFMTV), genre vieil universitaire chenu mais pas sot, a tenu un propos très intéressant. Que la reproduction sociale (Bourdieu) en deux héli-France (Piketty), lorsqu'on tentait de l'éradiquer dans un coin du jardin, aussitôt le chiendent en repoussait tout à côté. Et que pouvait y « collaborer » (je pèse le mot) la pratique inconsciente du corps enseignant et administratif conjoint, celle par exemple consistant à répartir, par habitude technique, dès la 6<sup>ième</sup>, les élèves du collège en « bonnes » classes et moins bonnes classes.

Dans une cure analytique, ce sont parfois de ces choses anodines, de l'ordre du « je ne sais quoi et presque rien » (Jankélévitch) qui ouvrent très souvent, selon Lacan, la porte sur des choses essentielles quant au fond.

Les pratiques oppressives du Prince ont toujours trouvé partout des collaborateurs, souvent à la mine innocente de sainte-nitouches.

On a dit hier aussi que l'illettrisme à la sortie du Primaire concernait aujourd'hui 35 % des élèves, alors que l'on parlait voici une dizaine d'années de 20%, et que le problème commençait en CP. Mais oui, mais non, bonnes gens, le cancer a poussé des métastases partout. À la primaire, au collège, au lycée, à la fac, peut-être même à normal'sup !

À propos du « fascisme » encore, De Gaulle, après 1958, c'était du Pétain un peu plus soft. Et presque personne n'y aurait pensé ni ne l'aurait formulé, sauf bien sûr les « cocos », encore eux. Des barbouzes liquidaient, au service d'Oufkir, Ben Barka en plein Paris. Un soir à Neuilly on a balancé les bougnoules par dizaines, centaines (?) dans la Seine – sans que personne en ait parlé les jours suivants – même à l'École Normale où j'étais alors élève. Le Premier Ministre Michel Debré tenait des réunions restreintes, avec sous les yeux une liste d'indésirables à éventuellement liquider, parmi lesquels aurait figuré le nom de l'avocat Vergès.

Cela se ferait même encore, il existe toujours de vrais James Bond, qui tuent pour la bonne cause. L'année dernière en 2014, Barack Obama a exécuté 3 000 méchants dans les pays arabes au moyen de ses petits drones (compte rendu d'un livre récent chez Michel Field sur la Chaîne Histoire).

L'autre problème majeur de la France, à côté de celui de l'enseignement, et qui pose lui aussi de la manière la plus crue la question des deux hémis-France, est celui de la réforme fiscale (Piketty). Or Michel Sapin a encore déclaré hier qu'il n'en était pas question, à l'inverse de son collègue Jean-Marc Ayrault parlant naguère de tout « remettre à plat ». Mais à ce propos, personne, surtout pas Bayrou, n'a proposé de descendre dans la rue.

Gilles Deleuze a parlé un jour du petit fascisme ordinaire des Français, celui par exemple, disait-il, consistant à persécuter les jeunes filles pour nouer leur fichu d'une certaine manière.

Émile Jalley 7 mai 2015